

9-1964

Le Boréal Express, v.3 n.1, (September 1964)

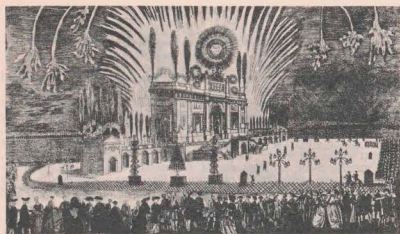
Franco-American Collection

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usm.maine.edu/fac-boreal-express>

Recommended Citation

Le Boréal Express Collection, Franco-American Collection, University of Southern Maine

This Book is brought to you for free and open access by the Publications at USM Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Le Boréal Express by an authorized administrator of USM Digital Commons. For more information, please contact jessica.c.hovey@maine.edu.



Archives publ. du Canada

EFFONDREMENT DE LA NOUVELLE-FRANCE

◀ Réjouissances à Londres — p.3 • TRAITÉ DE PARIS — p.8

LE BOREAL EXPRESS

AN 1763

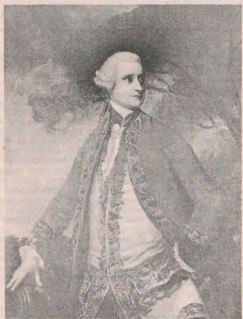
PAR L'HISTOIRE — CITOYEN DU TEMPS

(Trois-Rivières, sept. 1964)

Le numéro : 0.35

VOLUME 3, No 1

LE GÉNÉRAL JAMES MURRAY GOUVERNEUR GÉNÉRAL



En même temps qu'elle annonce la division de ses colonies en trois provinces distinctes, la proclamation de George III nomme le général Murray gouverneur général de la "Province de Québec". Le roi d'Angleterre reconnaît ainsi les talents d'administrateur et les qualités de chef que le général Murray a toujours mis au service de son souverain, en particulier depuis son arrivée en Amérique, en 1758.

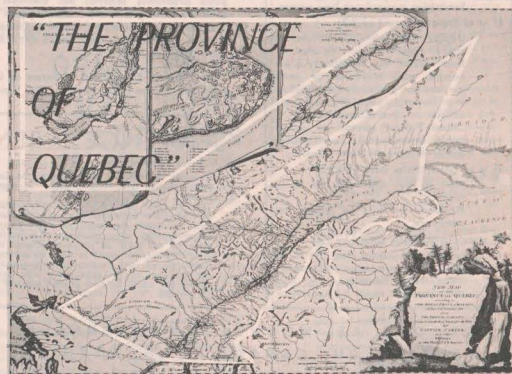
Les Canadiens ne seront certainement pas déçus du choix fait par le roi. Leurs relations avec le général Murray, depuis la capitulation de Montréal, leur ont appris à connaître et à apprécier l'honnêteté fondamentale et le souci de compréhension et d'objectivité qui caractérisent le nou-

veau gouverneur dans ses relations avec ses administrés.

La droiture avec laquelle il exposa, à l'intention du roi d'Angleterre, la situation et l'attitude des Canadiens et celle, hautaine, jalouse et vile des négociants et des aventuriers anglais qui ont fondu sur le pays depuis 1760, reste encore bien vivace à la mémoire de la majorité des vaincus d'hier. Son rapport de 1762, preuve éclatante de la justice que le général Murray entend appliquer aux Canadiens, est un gage que la nouvelle juridiction sous laquelle ils passent désormais saura respecter leurs droits.

Il ne semble pas cependant que les négociants anglais de Montréal et de Québec voient d'un aussi bon oeil la nomination du nouveau gouverneur général. Ils se disent insatisfaits, en premier lieu, de ce que le pouvoir civil passe entre les mains d'un militaire. Ils craignent aussi que Murray continue, par son attitude, à nuire à la liberté avec laquelle, en tant que vainqueurs, ils entendent "organiser" le pays.

Commençant sous ces auspices, le gouvernement de Murray ne sera pas de tout repos. Même s'il a la sympathie de la majorité de la population, Murray ne pourra probablement pas résister longtemps aux tracasseries de la puissante minorité que constituent les marchands anglais. Ceux-ci entendent bien que la nouvelle conquête leur permette de s'enrichir rapidement et ils prendront tous les moyens pour faire sauter les obstacles qui se dresseront sur leur chemin. Le Gouverneur leur apparaît actuellement comme le plus dangereux de ces obstacles. Leur lutte sera impitoyable.



Québec est désigné comme le siège du nouveau gouvernement colonial qui comprend une bande de terre rétrécie sur les deux rives du Saint-Laurent. D'un trait rectiligne la frontière nord s'étend des sources de la rivière Saint-Jean au lac Nipissing à l'ouest, pour descendre de là, encore en droite ligne, au lac Saint-François, et y suivre le 45^e de latitude jusqu'au 78^e de longitude ouest. La frontière sud pour sa part suit au bas du Saint-Laurent le partage des eaux pour s'en aller, à l'est, cerner la péninsule de Gaspé et remonter d'un trait rectiligne, encore, aux sources de la rivière Saint-Jean.

"BON POUR LA CONFESSION!"

BIGOT à la Bastille

Paris — L'ex-intendant en Nouvelle-France a quitté le Châteaude la Bastille le 17 décembre dernier. Il y était enfermé depuis le 17 novembre 1761. Selon ses propres termes, il a gémi de longs mois "dans les fers", évoquant "l'horreur qui accompagne toujours la captivité". Et dans son cas elle devait être particulièrement pénible.

Au début de son incarceration, on lui fit de nombreuses difficultés au sujet de sa correspondance qui était étroitement surveillée. Lorsqu'en juillet de l'an dernier son neveu Reynach voulut lui faire parvenir de la confiture et des bonbons, le lieutenant de police lui fit même des difficultés. Vers la même époque, on devait pourtant consentir une première rencontre entre le neveu tout

déçu et le prisonnier. Par la suite, Reynach put accompagner assez régulièrement Me Lalourcé, avocat du Parlement, à qui Bigot avait confié sa cause.

Il lui fallut attendre le 20 février 1762 pour obtenir la permission tant recherchée des détenus d'aller prendre l'air une ou deux fois la semaine dans la cour intérieure du Châteaude la Bastille.

Plus tard, soit en mars, lorsqu'il sollicita l'autorisation d'entendre la messe, le dimanche et les jours de fête, on le lui accorda. Mais quand, à Pâques, il manifesta le désir de s'approcher des sacrements, le lieutenant de police décida : "Cela ne se peut; bon pour la confession".

- PONTIAC inquiète les Anglais —> p.5
- Nouvelles frontières —> p.6
- BURTON censure le clergé —> p.11
- Enfants prodiges —> p.13

Notre anniversaire

Il y a cinq ans (1758)

Montcalm remporte une victoire éclatante à Carillon mais la débâcle finale s'annonce : Louisbourg et le fort Frontenac tombent aux mains des Anglais.

Il y a dix ans (1753)

Le gouverneur Duquesne qui a remplacé La Galissonnière poursuit son plan pour fortifier la vallée de l'Ohio et établir une liaison entre le Saint-Laurent, les Grands-Lacs et la Louisiane : il fait bâtir quatre postes fortifiés dont le fort Duquesne.

Il y a quinze ans (1748)

Fin de la guerre de succession d'Autriche et traité d'Alsace-Châlempelle par ce traité, Louisbourg est rendu à la France. Montcalm présente l'Esprit des Lois.

Il y a vingt ans (1743)

La Vérendrye et ses fils explorent l'Ouest et découvrent les montagnes Rocheuses.

Il y a vingt-cinq ans (1738)

Madame Marguerite de l'Église et trois compagnes s'engagent à consacrer leur vie au service des pauvres. Depuis cette date, les Soeurs Grises sous la direction de leur fondatrice poursuivent leur œuvre.

Il y a trente ans (1733)

L'Église canadienne cherche un chef : depuis la mort de Mgr de Saint-Vallier, Mgr de Moray a été nommé mais a refusé de venir prendre son poste. Son coadjuteur, Mgr Dosquet, a été nommé évêque en titre à sa place. L'abbé Prévost connaît un grand succès avec l'histoire du Chevalier des Grieux et de Manon Lescaut.

Il y a quarante ans (1723)

Mort du duc d'Orléans, fin de la régence. Marivaux présente La Double Inconstance.

Il y a cinquante ans (1713)

Le traité d'Utrecht met fin à la guerre de succession d'Espagne : Terre-Neuve, l'Acadie et la Baie d'Hudson sont cédées à l'Angleterre.

CE QUE LE NOUVEAU GOUVERNEUR PENSAIT DU CANADA L'AN DERNIER

LE RAPPORT AU ROI DE 1762

Le 5 juin de l'année dernière, le général Murray envoyait à Londres un long rapport "concernant le gouvernement de Québec au Canada". C'est à la demande du gouvernement anglais que le général Amherst avait enjoint à Gage, Burton et Murray, de faire parvenir au roi un rapport complet sur leur gouvernement.

Le général Murray divisait son rapport en dix chapitres : 1—État des armées britanniques dans le gouvernement de Québec. 2—État des fortifications. 3—Jugement sur l'administration française. 4—État des revenus et des dépenses. 5—Généralité de l'Église. 6—État des tribus sauvages. 7—Étude sur le sol et ses produits. 8—Jugement sur la population. 9—État du commerce. 10—Étude sur le caractère de la population.

En bon militaire, Murray signale d'abord que les fortifications de Québec sont dans un bien piteux état et suggère plusieurs améliorations. Il recommande en même temps de laisser tomber les fortifications de Jacques-Cartier, à Cap-Santé, et de fortifier solidement Deschambault qui est, selon lui, "le poste le plus important du pays."

Après un jugement net et sans pitié pour l'administration française, Murray signale, dans son rapport, de conserver certains éléments qui lui paraissent essentiels à la vie sociale et économique de la colonie. Après avoir recommandé de ne rien changer à la religion catholique parce que les Canadiens sont "très ignorants et très attachés à leur religion", Murray porte sur les habitants du Canada un jugement défavorable par son souci d'objectivité, même s'il ne

LA LOUISIANE cédée aux Espagnols

Paris — Selon les termes d'un accord préliminaire intervenu entre les puissances européennes, le 3 novembre 1762, la Louisiane, c'est-à-dire — dans l'entendement général — le territoire à l'ouest du Mississippi, serait cédée à l'Espagne.

Le Traité de Paris du 10 février dernier est venu confirmer définitivement la cession de ce beau et vaste territoire. Il semble bien que l'Angleterre ait préféré pour sa part la rive gauche du fleuve, territoire limitrophe à ses colonies, et la Floride.

L'article 7 du dit traité indique que "le Roy Très Chrétien cède, en tout propriété, & garanti à Sa Majesté Britannique la Rivière & le Port de la Mobile, & tout ce qu'il possède, ou a dû posséder, du côté gauche de la Nouvelle Orléans, à l'exception de la ville de la Nouvelle Orléans,

& de l'Isle dans laquelle Elle est située, qui demeureront à la France."

A l'article 19, Le roi de la Grande Bretagne s'engage à restituer tout le territoire qu'il a conquis dans l'île de Cuba, avec la place de la Havane, en échange de quoi, l'Angleterre, en toute propriété, à Sa Majesté Britannique, la Floride, avec le Fort de St. Augustin, & la Baie de Pensacola, ainsi que tout ce que l'Espagne possède sur le Continent de l'Amérique septentrionale, à l'Est, ou au Sud Est, du fleuve Mississippi."

Il semble donc bien compris de toute part que les territoires sis à l'ouest du Mississippi reviennent à l'Espagne, puisque l'Angleterre n'y prétend point et que la France a préalablement renoncé à tous les droits qu'elle pouvait avoir.

LE COUP D'ÉTAT DE CATHERINE II A RÉUSSI

Moscou (DNC) — Depuis la mort de Pierre le Grand, les révolutions de palais en Russie se sont succédées à un rythme effréné. La dernière, effectuée par Catherine II qui a fait assassiner son mari pour prendre sa place, avait laissé scintiller plusieurs autres vagues politiques. Ceux-ci doivent maintenant se rendre à l'évidence : la nouvelle tsarine a réussi son coup d'état et elle semble bien décidée à conserver le pouvoir.

Après s'être empressée d'opérer certaines réformes urgentes qui donnaient satisfaction aux conjurés qui l'ont appuyée, la nouvelle souveraine paraît résolue d'entreprendre sans plus attendre un vaste programme de transformations destinées à apporter aux principaux problèmes internes des éléments de solution. Manifestement inspirée par les principes du "despotisme éclairé", Catherine II vient d'annoncer la convocation des "états généraux" de la Russie.

La "Grande Commission", comme on l'appelle ici, réunira l'an prochain 564 députés,

représentant les diverses classes sociales du pays ainsi que les principaux corps administratifs. Cette importante assemblée tentera d'établir une liste des plus urgents besoins du royaume et de rédiger une sorte de cahier des réformes à différentes couches sociales. Si l'unité de tous les délégués peut se faire sur un programme commun, la tsarine aura là, un très précieux instrument pour amorcer l'œuvre de réorganisation qu'elle a promis d'effectuer. Si la réunion tourne court, l'impératrice aura au moins manifesté sa bonne volonté et il n'en peut sortir que des avantages pour elle.



Coll. Hangstaeng

La Tsarine Catherine II "despotisme éclairé"

SENTENCES RENDUES DANS L'AFFAIRE DU CANADA

Paris — Le 12 décembre 1761, un arrêt du Conseil constituait un tribunal pour juger "la bande du Canada". Le tout d'origine anglaise. "Le Roi était informé que dans les colonies de l'Amérique Septentrionale et particulièrement dans celle du Canada, il a été commis des monopoles, abus, vexations, et prévarications qui ont porté un préjudice notable aux dites colonies; ont causé la ruine de plusieurs Habitants; et sont d'autant plus punissables que quelques uns de ceux qui y ont soupçonnés ont abusé du nom et de l'autorité de Sa Majesté..."

Deux ans plus tard, on rendait jugement dans cette affaire qui tenait, depuis plusieurs mois, Paris en ébullition.

Après une discussion de plusieurs jours sur le cas de Bigot, on prit les voix : trois magistrats voulaient condamner à mort le haut fonctionnaire; l'un proposait qu'il fût pendu, deux autres, qu'il fût décapité; onze optèrent pour les galères; deux seulement conclurent "au plus amplement informé"; onze s'arrêtèrent au bannissement perpétuel. Sortie, lieutenant général de police de Paris, se rangea avec ceux-ci et rallia, semble-t-il, l'opinion de ses collègues. Bigot serait donc banni; l'état de ses collègues, Bigot serait donc banni; l'état de ses biens et le confinement à 1,000 livres d'amende et à un million et demi de restitution.

Dans le cas de Cadet, deux juges demandèrent la pension, cinq proposèrent les galères, et quatre autres le bannissement à perpétuité. On décida finalement de le bannir de Paris pour neuf ans, de lui imposer une amende de 300 livres et une restitution de six millions.

Varin est condamné au bannissement perpétuel, à 1,000 livres d'amende et à une restitution de 800,000 livres. Bréard, Penissault et Maurin ont aussi été bannis pour neuf ans et se voient infliger des grosses restitutions, mais de petites amendes. Péan, pour sa part, est toujours en prison. Il avait d'abord été condamné à un bannissement de Paris pour neuf ans, mais les juges sont revenus sur leur jugement et on l'a retourné en prison pour six mois, le temps de recueillir de plus amples informations. On dit que Mme Péan se donne beaucoup de peine actuellement pour permettre à son époux de sortir le plus tôt possible et sans trop de mal.

Selon l'opinion de Me Barbier, avocat au Parlement de Paris : "Les preuves n'étaient pas assez fortes pour la condamnation à mort; mais ces bannissements et ces restitutions feront toujours exemple pour empêcher à l'avenir les malversations".

Prières à l'occasion du mariage de George III

Le roi George III a épousé il y a deux ans, la princesse Charlotte de Mecklenbourg-Strelitz. Cet événement a donné lieu à des prières publiques dans toutes les églises du Canada. Dans son mandement du 14 février 1762, le chanoine Briand ordonnait de chanter le Te Deum le premier dimanche du Carême, à l'issue des vêpres. Il ajoutait les prescriptions suivantes:

"A la messe, à l'endroit du canon où l'on prie pour le Roi, on ajoutera GEORGIO. Dans les saluts, à l'oraison pour le Roi, on suivra la même règle, également qu'à la bénédiction duierge pascal, le Samedi Saint."

"L'annonce qui est marquée dans le Rituel, page 387, sera changée en celle qui suit: Nous vous prions aussi, mon Dieu, pour George, notre Roi très débonnaire, Charlotte, notre Reine très débonnaire, son Altesse Royale la princesse Douairière de Galles et toute la famille royale. Pour son Excellence M. notre Gouverneur et tous ceux qui nous administrent la justice."

Le chef intermédiaire de l'Eglise canadienne redoutait sans doute des réactions de surprise de la part de certains curés. Il crut bon d'accompagner son mandement de quelques précautions oratoires:

"Monsieur... Peut-être blâmeriez-vous quelques uns des articles de mon mandement; s'il avait été possible, j'eusse demandé, sur une matière aussi difficile, le sentiment de messieurs les curés; je m'en suis rapporté à celui du clergé de la ville, qui pense presque unanimement qu'il n'est point défendu dans les prières publiques de nommer un hérétique non dénoté. Au reste, je vous prie d'expliquer à vos paroissiens dans quel sens nous pouvons prier pour ceux qui sont hors de l'Eglise."

L'ensemble de ce jugement est visiblement marqué d'une certaine défiance pour les Canadiens.

SIGNATURE DU TRAITÉ DE PARIS

LA GUERRE EST FINIE • VICTOIRE DE L'ANGLETERRE

L'Autriche se résigne à signer le Traité d'Hubertsbourg qui consacre la victoire de la Prusse — En Russie, Catherine II semble avoir réussi son coup d'état — A Londres, William Pitt dénonce le Traité de Paris qu'il ne trouve pas assez dur pour la France — En Pologne, vers une grave crise de succession?



Archives publ. du Canada

Paris — La signature du Traité de Paris n'a pas provoqué ici la tristesse et la déception qu'on serait en droit d'imaginer. Au contraire. La fin de la guerre a été marquée par des feux de joie, des fêtes populaires et des manifestations d'enthousiasme qui sont plus souvent le fait des vainqueurs que des vaincus. Cette situation paradoxale s'explique facilement : le peuple français était fatigué d'une guerre à laquelle il ne comprenait pas grand chose et dans son esprit les conséquences de la défaite sont largement compensées par les avantages immédiats d'un retour à la paix. Quelle importance peut bien avoir une vague diminution de prestige international ou la perte de quelques "arabes de neige" dont on n'a jamais très bien compris l'utilité, en regard d'un retour à la liberté, à la prospérité, d'un abaissement prochain des impôts, de la démobilitisation militaire, etc. ...

Dans les milieux officiels on est beaucoup moins satisfait. On digère lentement et difficilement la défaite et on commence à s'interroger sur les possibilités d'avenir d'une économie privée de ses principaux réservoirs de matière première. Il apparaît que le duc de Choiseul aurait déjà élaboré un plan de développement économique basé sur l'utilisation maximale des postes étrangers qui ont survécu au désastre. Il semble bien que la politique extérieure de la France s'orientera pendant une première étape vers une mise en valeur des activités commerciales rendues possibles par les comptoirs des Antilles, des Indes, de Madagascar et de la Guyane. A défaut de puissance militaire, la France semble bien résolue à se maintenir au niveau des grands états, en s'appuyant sur une puissance économique qui, seule, lui paraît encore possible.

UN NOUVEL ÉCHIQUIER EUROPÉEN

Les traités de Paris et d'Hubertsbourg qu'on vient de signer permettent de mesurer les résultats immédiats de la guerre en révélant les transformations territoriales. Ils confirment ce que tout le monde savait déjà, que l'Angleterre et la Prusse sont les grands vainqueurs et ils précisent le prix de la défaite pour l'Autriche et l'Espagne. Ce genre de document ne saurait cependant rendre compte des conséquences à long terme du conflit qui s'achève, mais il permet à l'observateur de formuler certaines hypothèses dont les prochaines années détermineront la valeur.

Ainsi, on peut déjà prévoir que l'Angleterre deviendra la principale puissance économique européenne, si elle règle rapidement les problèmes politiques internes qui la divisent et, surtout, si elle sait mettre à profit les immenses avantages dont elle dispose maintenant : contrôle des mers, immense empire colonial, démographie en plein essor et industrialisation rapide. Ce développement considérable de la puissance anglaise ne lui permettra pourtant pas de prendre demain la place qu'occupait la France, il y a cinquante ans. Car la guerre n'a pas seulement privé la France de sa puissance au profit de l'Angleterre, elle a aussi transformé l'Europe et modifié d'autant les principes élémentaires de toute hégémonie continentale.

Le renversement des alliances en 1756, le brusque revirement de la Russie l'année dernière, de même que le récent coup d'état de Catherine II, l'établissement d'un "despotisme éclairé" au Portugal, en Espagne et à des degrés divers dans plusieurs autres pays, les visées annexionnistes de la Turquie, de la Russie et des autres états qui s'engageront incessamment dans cette voie, l'autonomisme et le nationalisme croissants de plusieurs peuples autrefois soumis au Saint-Empire et à diverses autres puissances, voilà autant de signes révélateurs d'une transformation profonde de la vie politique européenne. Et surtout, la spectaculaire apparition de la Prusse au sein des grandes puissances continentales, à elle seule, a hypothéqué dangereusement les rêves de domination de l'Angleterre.

Jusqu'à maintenant, l'échiquier européen était occupé par deux rois qui disposaient les pions au gré de leurs intérêts ou de leur orgueil. Aujourd'hui, le jeu se complique, la partie ne se joue plus à deux mais à trois, quatre et même cinq et l'on peut déjà imaginer les pions d'Autriche et d'Espagne contraindre les rois de France et de Prusse à se battre. Par leur nombre, leur dynamisme et leur position géographique, les nouvelles puissances ont déplacé vers l'est le centre de gravité de l'Europe; la France et l'Angleterre devront bien en tenir compte.

RÉSUMONS

1754—"Europe est encore officiellement en paix, mais dans les colonies d'Amérique et des Indes, les Anglais et les Français vivent sur un pied de guerre; au confluent de l'Ohio et de la Monongahé, un officier français, JUMONVILLE, est abattu par les hommes de George WASHINGTON.

1755—En Europe : sans déclaration de guerre, l'Angleterre attaque la flotte française et capture 300 bâtiments et 7,500 hommes. Aux colonies : l'Acadie est déjà presque complètement aux mains des Anglais qui intensifient les persécutions et les représailles contre la population acadienne.

1756 (janvier) — Traité de Westminster entre l'Angleterre et la Prusse; c'est la première partie d'un renversement complet des anciennes alliances.

(mai) — La France, l'Autriche, la Russie, la Saxe, la Pologne et la Suède s'unissent et achèvent ainsi la transformations des traditionnels réseaux d'alliances.

(août) — Début officiel de la guerre européenne : Frédéric de Prusse envahit la Saxe.

1757—Second traité de Versailles franco-autrichien : la France s'engage à fournir à la coalition 140,000 hommes et 30 millions de livres. Pendant les premiers mois de la guerre, l'Autriche et ses alliés ont l'initiative et font reculer la Prusse et l'Angleterre.

1758—Les deux blocs ennemis remportent d'importants succès mais la victoire finale reste difficile à prévoir. A la fin de l'année, toutefois, le soldat des opérations semble bien favoriser le groupe anglo-prussien.

En Europe : l'Angleterre prend le contrôle des mers et s'assure ainsi un immense avantage aux colonies.

Aux colonies : prise du fort Duquesne et de Louisbourg par l'Angleterre. Montcalm remporte pour la France une spectaculaire victoire à Carillon. Aux Indes, le succès final demeure difficile à prévoir mais le contrôle des mers par l'Angleterre isole les troupes françaises et leur coupe tout ravitaillement.

1759—En Amérique, l'armée anglaise prend Québec alors que Paris se refuse d'envoyer des renforts pour permettre aux Français de sauver ce qui reste de l'empire d'Amérique.

1760—En Amérique : capitulation de Montréal. La guerre coloniale d'Amérique est pratiquement terminée et elle se solda par une victoire totale de l'Angleterre.

1761—La France signe avec l'Espagne et les Deux-Siciles un pacte de non intervention. Les troupes anglaises de Bourbon. Devant l'entrée en guerre de l'Espagne, l'Angleterre réplique en occupant la Floride et la Havane, à Cuba. En compensation, Louis XV donne à l'Espagne sa dernière colonie d'Amérique, la Louisiane.

Aux Indes, l'armée française dirigée par Lally-Tollendout doit capituler à Pondichéry et permettre ainsi la victoire totale de l'Angleterre sur cet autre empire colonial français.

1762—Épuisée par la guerre qu'elle ne peut plus gagner, la France entreprend de négocier avec l'Angleterre.

En Russie, la tsarine Elisabeth, alliée de l'Autriche, meurt et est remplacée par Pierre III, un partisan de la Prusse.

1763—L'Autriche maintenant isolée doit accepter de négocier avec ses adversaires : traité de Paris et de Hubertsbourg.

ÉDITORIAL

NOTRE SORT
EST FIXÉ

Le traité signé à Paris, le 10 février dernier, met fin aux espérances des Canadiens. Notre pays passe définitivement sous juridiction britannique. La France n'a pas su plaider avec succès la cause de ses colonies d'Amérique. Dommage pour elle et pour nous.

Quelle attitude convient-il d'adopter ? Les jérémiades et les lamentations n'arrangeraient rien. Soyons réalistes et efforçons-nous de tirer le meilleur parti possible de la situation.

Il est trop tôt pour préjuger de l'avenir. Notre adaptation à de nouvelles structures administratives, à une mentalité très différente, à des lois étrangères à nos coutumes et à nos traditions, ne s'accomplira pas sans heurts. Il nous faudra beaucoup de patience et de pondération pour traverser la pénible période de transition qui s'ouvre devant nous.

Nos chefs civils sont presque tous retournés en France. Il nous reste notre clergé, nos seigneurs, nos capitaines de milice qui semblent appelés à jouer un rôle important si on juge par les responsabilités que leur ont confiées nos nouveaux chefs.

Un élément de réconfort atténue les inquiétudes canadiennes. La nomination de James Murray comme gouverneur général laisse espérer un début d'administration pas trop tracassier. Les Canadiens gardent bon souvenir de ses trois années de gouvernement, sous le régime militaire. Il s'est conduit en gentilhomme soucieux d'adoucir les malheurs de la guerre et préoccupé de traiter les vaincus avec justice et bienveillance. L'impression générale est que le nouveau gouverneur estime sincèrement la population canadienne.

Les instructions récentes de George III cadrent mal avec les dispositions généreuses qu'on prête à James Murray. Il lui est enjoint en termes très nets de prendre les dispositions voulues pour introduire partout les lois anglaises, pour interdire toute juridiction religieuse émanant de Rome et pour établir le plus tôt possible des écoles protestantes. Ce programme d'assimilation ne peut en aucune manière être acceptable pour nous.

Le Roi recommande l'application rapide de ces mesures, mais il demande qu'on y aille en douce, sans heurts de front ses nouveaux sujets. James Murray trouvera là une échappatoire qui lui permettra de temporiser et d'atténuer l'effet des volontés royales. Le danger reste grand quand même et nous devons nous montrer vigilants.

Il doit y avoir moyen de concilier notre loyauté à la couronne anglaise et notre volonté de rester français et catholiques.

LA RONDE

LE JAPON
SE TOURNE
VERS L'OUEST

NAGASAKI — Alors que la Chine refuse obstinément tout contact profond avec la colonie européenne de Canton, le Japon, lui, entend bien profiter de la présence à Nagasaki d'un important groupe de commerçants hollandais. Les conséquences de cette ouverture vers l'ouest commencent à se faire sentir.

Après l'importation de livres étrangers, on a senti le besoin de créer là une école de style européen qui donne déjà des résultats en divers domaines scientifiques : la médecine, l'astrologie, la physique ont progressé au rythme d'importation des microscopes, télescopes et baromètres, et plusieurs indigènes s'affirment maintenant comme des maîtres en certaines de ces disciplines. Ces contacts avec le groupe hollandais ont aussi provoqué la naissance d'une importante société commerciale qui a pris conscience des avantages que comporterait la mise en train d'un vaste programme d'exportation de riz vers les pays étrangers. Cette nouvelle mentalité qui se développe au Japon pourrait bien amener pour l'Empire du Soleil levant une ère de progrès considérable qui laisserait loin, derrière, la Chine trop occupée à se refaire une grandeur selon les plus anti-ques principes orientaux.

L'équipe des rédacteurs est composée de Mgr Albert Tessier, M. l'abbé Gilles Boulet, M. Pierre Gravel, Jacques Lacoursière, Denis Vaugeois. La mise en page est due à M. l'abbé Lévis Martin.

"BORÉAL EXPRESS"

publié par Le Borel Express Ltée

406, rue Bonaventure, Trois-Rivières

On peut en tout temps se procurer les numéros déjà parus.

Le Ministère des Postes a classé la publication à l'autorisation d'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

KANADÂ CHANGE DE RÉGIME
du champ de lys aux...

N.D.L.R. — Nous publions sous cette rubrique les lettres que nos lecteurs veulent bien nous adresser. Il va sans dire que les opinions émises par nos lecteurs ne sont pas nécessairement celles du journal.

Nous réclamons
du français

Monsieur le Rédacteur,

Nous vous faisons tenir copie d'une pétition que 94 citoyens ont envoyée au roi d'Angleterre le 7 janvier dernier. Nous y réclamons le droit que nous avons à l'utilisation du français dans l'administration de la justice. Nous espérons que, respectueux des droits des citoyens, vous accepterez de publier cette pétition dans votre journal.

N.D.L.R. Le texte de la pétition étant très long, nous en publions le début et la conclusion qui contiennent l'essentiel de la demande. Nous respectons l'orthographe de l'original.

Pétition des habitants français au Roi
au sujet de l'administration de la justice.

Au Roi,

"La véritable gloire d'un Roy conquérant est de procurer aux vaincus le même bonheur et la même tranquillité dans leur Religion et dans la Possession de leurs biens, dont ils jouissaient avant leur défaite; Nous avons jouti de cette Tranquillité pendant la Guerre même elle a augmenté depuis la Paix faite. Hé voilà comme elle nous a été procurée. Attachés à notre Religion, nous avons juré au pied du Sanctuaire une fidélité inviolable à Votre Majesté, nous ne nous en sommes jamais écartés, et nous jurons de nouveau de ne nous en jamais écarter, fussions nous par la suite aussi malheureux que nous avons été heureux; mais comment pourrions nous ne pas l'être, après les Témoignages de bonté paternelle dont Votre Majesté nous a fait assurer, que nous ne serions jamais troublés dans l'exercice de notre Religion.

Il nous a paru de même par la façon dont la Justice nous a été rendue jusqu'à présent, que l'intention de Sa Majesté étoit, que les Coutumes de nos Pères fussent suivies, pour ce qui étoit fait avant la Conquête du Canada, qu'on les suivît à l'avenir, autant que cela ne seroit point contraire aux Loix d'Angleterre et au bien général.

Monsieur Murray, nommé Gouverneur de la Province de Québec à la satisfaction de tous les Habitants, nous a rendu jusques à présent à la tête d'un Conseil militaire toute la Justice que nous aurions pu attendre des personnes de Loi les plus éclairées; cela ne pouvoit être autrement; le Désintéressement et l'Équité faisoient la Baze de leurs Jugements.

Depuis quatre ans nous jouissons de la plus grande Tranquillité; Quel bouleversement vient donc nous l'enlever? de la part de quatre ou Cinq Personnes de Loy, dont nous respectons le Caractère, mais qui n'entendent point notre Langue, et qui voudroient qu'aussitôt qu'elles ont parlé, nous puissions comprendre des Constitutions qu'elles ne nous ont point encore expliquées et aux quelles nous serons toujours prêts de nous soumettre, lorsqu'elles nous seront connues; mais comment les Connoître, si elles ne nous sont point rendues en notre Langue?

De là, nous avons vu avec peine nos Compatriotes emprisonnés sans être entendus, et ce, à des frais considérables, ruinés tant pour le débiteur que pour le Créancier; nous avons vu toutes les Affaires de Famille, qui se décident cy-devant à peu de frais, arrêtées par des Personnes qui veulent se les attribuer, et qui ne savent ni notre Langue ni nos Coutumes et à qui on ne peut parler qu'avec des Guinées à la Main.

"Nous supplions Sa Majesté avec la plus sincère et la plus respectueuse soumission de confirmer la Justice, qui a été établie pour délibération du Gouverneur et Conseil pour les Français, ainsi que les Jurés et tous autres et diverses Professions, de conserver les Notaires et Avocats dans leurs Fonctions, de nous permettre de rédiger nos Affaires de famille en notre Langue, et de suivre nos Coutumes, tant qu'elles ne seront point Contraires au Bien général de la Colonie, et que nous ayons en notre Langue une Loy promulguée, et des Ordres de votre Majesté, dont nous déclarons, avec la plus inviolable Respect."

Les plus fidèles Sujets.

Prix de l'abonnement, \$3,00 par année (10 numéros). Pour douze (12) abonnements, ou plus à la MÊME ADRESSE, \$2,00 chacun. Abonnement de soutien, \$5,00. Pour abonnement et toute correspondance, on écrit à :

LE BORÉAL EXPRESS,
Centre des Etudes Universitaires,
C.P. 545, Trois-Rivières, Tel.: 378-2181

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous les pays. Imprimé à Trois-Rivières sur les presses de l'imprimerie des Forges Ltée. Avec permission de l'Ordinaire.

Là où les Français ont échoué...

PONTIAC VANCRA-T-IL LES ANGLAIS?

Pontiac accuse les Anglo-Américains
d'utiliser
des armes bactériologiques

(Fort des Miamis) de notre envoyé spécial.

Le chef des insurgés indiens, Pontiac, vient de porter contre les autorités anglaises une accusation extrêmement grave. Pontiac affirme en effet que les Anglo-Américains utilisent des armes bactériologiques dans la lutte qui les oppose aux troupes indiennes.

Pontiac soutient que les soldats du colonel Bouquet distribuent en secret aux Indiens des couvertures contaminées de germes de la petite vérole. Poussant plus loin son accusation, le grand chef indien prétend que c'est sur l'ordre explicite des quartiers généraux d'Amherst à New York que Bouquet essaie de faire naître des épidémies de petite vérole dans les tribus indiennes.

L'accusation de Pontiac est si grave que nous avons décidé de mener notre propre enquête sur le sujet. Nous n'avons pu constater aucune épidémie dans les tribus indiennes de l'Ouest. Cet état de choses n'innocente pas les troupes de Bouquet. Les Indiens, mis en garde, ont peut-être réussi à échapper à l'infâme machination.

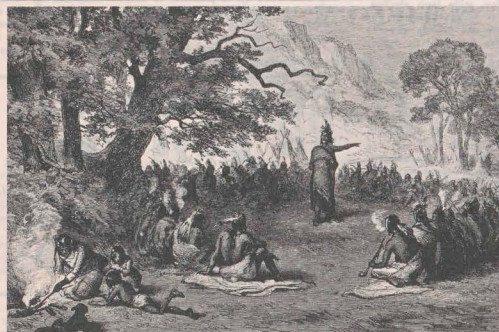
Car il semble bien que la machination soit réelle. Certain lieutenant de l'état-major de Bouquet s'en est ouvert facilement après quelques verres de "petit blanc". Il nous a même parlé d'une lettre de Amherst à Bouquet. Le généralissime y aurait demandé au commandant des troupes de l'Ouest si on ne pourrait pas "tenter de répondre la petite vérole parmi ces déloyaux sauvages". Toujours selon notre lieutenant, Bouquet aurait répondu qu'il tenterait de le faire "par le moyen des couvertures."

Le fils cadet de La Vérendrye
a péri dans le naufrage
de l'AUGUSTE

Parmi les officiers qui ont perdu la vie dans le naufrage de l'AUGUSTE, en 1761, se trouvait le chevalier Louis-Joseph de La Vérendrye. On se rappelle que le fils cadet de l'explorateur avait rejoint son père dans l'Ouest en 1735 après un séjour à Québec, où il avait étudié les mathématiques et la cartographie. Il fut dans la suite un précieux collaborateur. C'est lui qui, avec son frère François et deux Français, avait, au début de l'année 1743, poussé l'avance française jusqu'à l'irréductible chaîne de montagnes qui leur bloquait l'accès à la Mer de l'Ouest.

Louis-Joseph de La Vérendrye avait fait plusieurs voyages dans l'Ouest; il en était revenu en 1759 pour prendre part à la défense du pays.

Son décès est une grave perte pour le pays. Le chevalier de La Vérendrye se rendait en France pour raisons d'affaires. L'AUGUSTE s'est perdu corps et biens sur les côtes du Cap Breton. Il n'y eut que 7 survivants, parmi lesquels le chevalier de Saint-Luc de la Corne. Les pertes totales s'élevaient à 113 morts, nobles et officiers.



A.P.C.

PONTIAC DOIT REDOUBLER D'ÉLOQUENCE

Pontiac, par ses dons oratoires, a réussi à soulever plusieurs nations indiennes qui, par suite de la cession définitive du pays, ont cru leur liberté menacée. La victoire du général Bouquet, le 6 août dernier, a ralenti les ardeurs des soldats de Pontiac.

À SON QUARTIER
D'HIVER
PONTIAC
AUX MIAMIS
PRÉPARE SA PROCHAINE CAMPAGNE

De notre envoyé spécial — Maître de tout le bassin des Grands-Lacs, chef incontesté de toutes les tribus de l'Ouest, installé sur les frontières de la Virginie et de la Pennsylvanie, Pontiac s'est retiré au fort des Miamis pour y préparer sa prochaine campagne.

L'état des armées insurgées exigeait ce temps d'arrêt afin de permettre un regroupement nécessaire et l'élaboration d'une stratégie d'ensemble avant le reprise des opérations. La réussite fulgurante des premiers mois d'insurrection a quelque peu essoufflé les troupes de Pontiac.

En six semaines, de mai à juin, Pontiac, à la tête d'une armée de 56.000 hommes, s'est emparé de la majeure partie des forts des Grands-Lacs, de Michilimackinac jusqu'à Pitts-

burg. Ses troupes ont tout ravagé, forcé les colons anglais à un exode massif vers l'Est et fait perdre près de 1.000 hommes à l'armée gouvernementale. Le succès est total. Malgré l'abstention des Iroquois et la résistance invincible de Détroit, Pontiac s'annonce vainqueur et, malgré les conseils contraires de ses amis canadiens, il est fermement décidé à refuser tout armistice et à mener jusqu'au bout la lutte contre le gouvernement anglais.

Pourquoi Pontiac
a-t-il réussi?

(New York) — Les plus hautes autorités militaires s'interrogent anxieusement sur les raisons profondes qui ont permis à Pontiac

un succès aussi fulgurant que dangereux. On dit bien, pour calmer l'inquiétude du peuple, que les forts de l'Ouest étaient sans garnison ou presque et qu'une bonne troupe anglaise les mettrait vite à la raison. Mais cela n'explique pas tout.

Cela n'explique pas surtout pourquoi Pontiac a réussi à soulever tout l'Ouest avec un seul bloc. On sait la puissance d'attraction du chef Outaouais, son autorité incontestée, la fascination presque magique qu'il exerce sur tous les Indiens de la grande famille algonquienne. Mais la personnalité de Pontiac, sa haine des Anglais, son génie de l'organisation ne peuvent suffire à soulever tant de tribus.

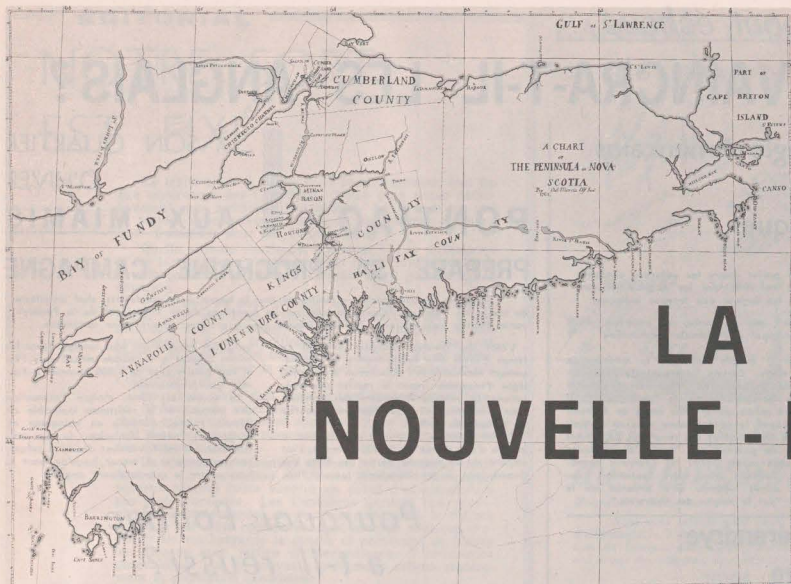
On soupçonne, on accuse même la politique indienne poursuivie depuis 1760 d'être la grande responsable. Privés de la concurrence entre Français et Anglais, soumis à des négociations arrogantes parce qu'ils sont seuls, choqués de la défaite française pour plusieurs années, les Indiens sont dans un état d'insatisfaction coléreuse depuis trois ans.

La révolte de Pontiac reste à être mûrie et elle devra l'être. Mais elle aura servi une sérieuse leçon aux maîtres de la politique indienne.



A.P.C.

Le major Henry Gladwin démasque Pontiac. Le 6 mai de cette année, soit avant le début des hostilités, le major, commandant du fort Détroit, avait appris par une jeune Indienne que Pontiac voulait s'emparer du fort par trahison. Le lendemain matin, lorsque le chef indien se présenta, tous les hommes du fort portaient les armes. Nous voyons ici Pontiac en pourpours avec Gladwin.



LA NOUVELLE-ÉCOSSE

NOUVELLES FRONTIÈRES

Londres — Les Lords du Conseil des Plantations semblent bien avoir tranché la fameuse question des frontières de la Nouvelle-Ecosse. Elle sera "bornée au nord, jusqu'à l'extrémité ouest de la Baie-de-Chaleurs, par la limite Sud de notre province de Québec, à l'est par la Baie-de-Chaleurs et par le golfe Saint-Laurent jusqu'au cap ou promontoire appelé Cap-Breton, dans l'île de ce nom, y compris cette île, l'île Saint-Jean et toutes les îles en-deçà de six lieues de la côte; à l'est par l'océan Atlantique depuis le Cap-Breton jusqu'au Cap Sable, y compris l'île de ce nom et toutes les îles en-deçà de quarante lieues de la côte avec leurs droits, appartenances et dépendances; à l'ouest, bien que notre dite province autrefois s'étendait de droit jusqu'à la rivière Pentagot ou Penobscot, elle sera bornée par une ligne partant du Cap Sable et s'étendant à travers la baie de Fundy jusqu'à l'embouchure de la rivière Sainte-Croix, par cette

dernière rivière jusqu'à sa source et par une ligne s'étendant de cet endroit directement au nord jusqu'à la frontière du sud de notre province de Québec."

Par cette délimitation se trouve réglé le problème de frontières entre la Nouvelle-Ecosse et le Massachusetts.

NDLR — Chas. Morris, arpenteur en chef de la Nouvelle-Ecosse, a rédigé un mémoire pour les Lords commissaires du Commerce et des Plantations. Avec sa permission, nous reproduisons la description qu'il y donnait de quelques endroits de la colonie. Halifax est illustré, en page sept, de gravures de R. Short.

LAWRENCE TOWN ou la colonisation systématique

Afin de promouvoir la colonisation du pays, le gouverneur Lawrence concéda, en 1754, vingt mille acres de terre à vingt propriétaires, à environ quatre lieues à l'est de Halifax et l'érigea en canton sous le nom de Lawrence Town. Les propriétaires s'obligèrent d'y établir vingt familles à leurs frais et le gouvernement promettait d'y construire un fort et d'y entretenir une garnison. Vingt familles y furent en conséquence établies par les propriétaires qui les aidèrent et leur donnèrent des bestiaux. Ces habitants y demeurèrent trois ans et par leurs améliorations commençaient à pouvoir y vivre sans l'aide d'autrui, lorsque le général Hopson, alors commandant des forces de la Nouvelle-Ecosse, en retira la garnison et ordonna la démolition des maisons et dépendances, faisant ainsi encourir aux propriétaires une perte de six cents livres sterling qu'ils avaient dépensées pour l'amélioration de la colonie et qu'ils ne purent recouvrer.

CHESTER 30 familles

Vers l'ouest vient ensuite le canton de Chester. Ce canton fut ouvert à la colonisation en 1760. Il contient actuellement une trentaine de familles comprenant environ cent vingt personnes venues de la Nouvelle-Angleterre avec des bestiaux. Il n'y a d'autres améliorations que celles faites par les habitants actuels.

Quel aspect présentent les principaux établissements ?

LUNENBURG une colonie allemande

Les premiers établissements datent de 1753. Ce canton fut colonisé par des Hollandais et des Allemands qui y avaient été transportés durant les deux années précédentes. Il y avait alors environ quatre cents familles et propriétaires comprenant environ quinze cents personnes. On donna à ces habitants des matériaux de construction, mille livres sterling, qui servirent à acheter des bestiaux et le gouvernement les fit vivre pendant neuf ans. Ils reçurent une grande quantité de farine. Lors de la déportation des Français, ils eurent autant d'animaux qu'ils en pouvaient garder. Ils reçurent du grain d'année en année jusqu'à l'année dernière. Leur nombre a plutôt diminué qu'augmenté. Quelques catholiques romains, tant Allemands que Français, se sont réfugiés chez les Français. Plusieurs familles ont quitté leurs fermes et sont allées s'établir à Halifax. Les habitants actuels ont défriché et amélioré une dizaine d'acres en moyenne. Ils vendent à Halifax des racines, du bois de chauffage, du bois carré et de la planche. Ils ne sont pas portés vers la pêche quoiqu'ils soient bien situés pour cela. Comme ils s'occupent surtout à défricher et à améliorer leurs terres, ils seront bientôt en état de se suffire à eux-mêmes et d'aider aux établissements voisins.

DUBLIN établissement délaissé

Ce canton, situé sur le havre et la rivière la Hève, fut concédé en 1760 à deux cent soixante propriétaires de la colonie du Connecticut. Un petit nombre essaya de s'y établir, et ils n'avaient aucuns moyens. Ils y demeurèrent à peine neuf mois puis s'en retournèrent. Il n'y a point d'habitants à présent.

LIVERPOOL endroit d'avenir

La ville suivante en allant vers l'ouest est Liverpool. Cette ville fut fondée en 1760. La population actuelle est de quatre-vingt-dix familles comprenant cinq cent quatre personnes, et habite Port Senior. Elle subsiste principalement de la pêche et du commerce du bois. Il y a soixante et dix maisons et on emploie dix-sept goélettes à la pêche. On y prépare environ huit mille quintaux de poisson et une quantité considérable de bardeaux, d'ouves et de merrains. On y a érigé un moulin à scie pour faire de la planche. Le canton comprend les terres situées sur l'océan depuis le Port Medway, à quatre milles à l'ouest de la rivière jusqu'au Port Senior. Le havre est barré, n'ayant que neuf pieds de profondeur à l'eau basse, mais il est sûr et commode dans la rivière avec de bons mouillages dans trois brasses d'eau.

CORNWALLIS un pays rude

Le canton de Cornwallis fut concédé à cent cinquante propriétaires. Ce canton, le premier du Bassin des Mines, fut ouvert à la colonisation en 1760. Il y a actuellement cent quinze familles composées de six cents personnes. Les deux tiers du canton consistent en montagnes impropres à la culture. La partie qui borde la baie de Fundy est inaccessible. La ville est située sur la rivière jadis nommée Habitant et maintenant Cornwallis.

DARMOUTH ville fantôme

La ville de Darmouth, située de l'autre côté du havre, n'a, à présent, que deux familles résidentes qui gagnent leur vie à couper du bois.

HALIFAX-UN HAVRE QUI PEUT CONTENIR TOUTE LA FLOTTE ANGLAISE

Cette ville est située sur un des plus beaux havres du monde, facile d'accès, le chenal assez profond pour les plus gros navires et assez grand pour contenir toute la flotte anglaise.

Deux cents navires ont jeté l'ancre devant la ville en deçà de l'île George et il y avait de la place pour encore autant. La ville a actuellement, y compris les deux faubourgs, environ sept cents maisons et à peu près deux mille cinq cents habitants de toutes sortes. La plupart de ces habitants dépendent pour leur subsistance de l'armée et de la marine. On y compte aussi quelques officiers civils au service du gouvernement anglais. Le pays d'alentour dans un rayon de quinze milles est en général composé de terrains montagneux et rocheux, incapables d'améliorations si ce n'est à un prix si élevé qu'il excéderait la valeur de ces terres améliorées. Il n'y a pas une seule famille dans la ville ou dans les environs qui puisse vivre d'agriculture.

L'ex-gouverneur Lawrence, voyant que les habitants étaient obligés d'acheter leur foin du Massachusetts à des prix exorbitants fit passer un acte par l'Assemblée pour donner une prime pour l'érection de clôtures de pierres (le bois ayant presque été tout brûlé) et une autre prime pour chaque quintal de foin anglais récolté sur la péninsule. En conséquence, environ soixante et dix acres furent clôturées, entraînant une dépense d'environ quatre-vingts dollars l'acre. En enlevant les roches, en nivelant le sol et le fumant avec du fumier, on obtient quelques voyages de foin. Ces terres, si on en excepte quelques jardins, sont les seules améliorations faites à Halifax et dans son voisinage.

une colonie en plein épanouissement



(Archives publi. du Canada) R. Short

Richard Short, dessinateur membre de l'armée de Wolfe, a publié à Londres, il y a deux ans, plusieurs dessins exécutés lors de son séjour au pays. Le Borel reproduit quelques uns de ses gravures représentant divers aspects de la ville d'Halifax. C'étaient, nous voyons l'église de Saint-Paul et de la Parade. A droite, en haut, la ville et le port vus de la colline; au centre, l'artiste a représenté la maison du gouverneur et l'église St. Mather; au bas, partie de la ville et du port.

Le roi de France s'intéresserait aux Acadiens

Halifax (DNC) — Au-delà de 3,000 Acadiens sont maintenant établis en France, surtout dans les régions de Saint-Malo et de Cherbourg. Une liste comprenant le nom de ceux qui désirent quitter l'Amérique pour se rendre en France, comptait, au mois d'août de cette année 1,019 noms. Et les demandes ne font que se multiplier.

Le Conseil de la Nouvelle-Ecosse a été saisi du problème. Lors de sa séance du 18 août, le Conseil a pris connaissance du texte d'une lettre écrite par de La Rochette et invitant les Acadiens à s'établir en France. On y disait: "J'ai le plaisir de vous apprendre que votre Traitément sera en France Encore plus avantageux que vous ne l'attendez, et que vous serez sous la protection Immédiate du Roi

M. WILMOT nommé lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse

Londres — Sa Majesté George III vient de nommer Monsieur Wilmot lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse. Le nouveau titulaire est arrivé au pays il y a neuf ans. Dès l'année suivante, soit en 1755, il devenait membre du Conseil Exécutif. Il succéda à M. Jonathan Belcher qui, depuis 1760, était gouverneur de la colonie.

On peut se demander quelle sera son attitude vis-à-vis les Acadiens. Wilmot est presque convaincu qu'un jour les déportés tenteront un coup de force pour reprendre possession de leurs biens. Dans une lettre à

Lord Halifax, en date du 10 décembre, le nouveau lieutenant-gouverneur affirmait: "Ces gens, voyant journellement les Anglais jouir des propriétés qui leur appartenaient autrefois, regretteront à jamais de les avoir perdues; et conséquemment ils seront toujours à l'affût de toute occasion qui leur permettra de les recouvrer."

L'attitude des Lords du Commerce au sujet des Acadiens est, depuis quelque temps, beaucoup plus conciliante. Certains mêmes favorisent le rétablissement de quelques expatriés.



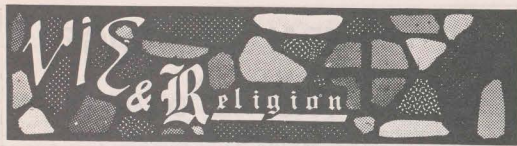
A.P.C.



A.P.C.



A.P.C.



LE PAPE AU MILIEU DE LA TEMPÊTE

Il ne fait pas bon, par les temps qui courent, d'être le tonitruant de l'Eglise. La barque de Pierre vogue sur une mer particulièrement agitée. La vague d'incrédulité qui noie une partie de plus en plus vaste de la chrétienté, l'Encyclopédie et ses attaques contre l'Eglise, les procès que les royaumes d'Europe font aux Jésuites, les théories sociales de Jean-Jacques Rousseau, voilà autant de problèmes majeurs dont le Souverain Pontife doit envisager la solution.

Clement XIII célèbre le cinquième anniversaire de son pontificat au milieu d'une véritable tempête. Celle-ci était déjà en cours quand le cardinal Charles Rezzonico devint Pape, en 1758, sous le nom de Clement XIII. Elle ne s'est pas calmée un seul instant depuis le début de son pontificat et ne semble pas près de s'apaiser.

Au milieu des difficultés que traverse la chrétienté, le Pape table sur le renouveau de la piété populaire plus que sur tout autre moyen. Clement XIII s'est fait en effet l'ardent propagandiste de la dévotion au Sacré-Coeur qu'il s'efforce de répandre dans la catholicité.

Animé d'un fort désir de conciliation, ne croyant qu'en la douceur, le Souverain Pontife ne sait opposer aux ennemis de l'Eglise que son amour pour la paix. Appuyée sur une forte personnalité, cette campagne d'apaisement produira des fruits, mais Clement XIII est un doux qui n'en impose pas aux grands et aux rois.

Même quand il délaisse la douceur, forcé par les événements, il n'est plus écouté. Les condamnations qu'il porte n'ont pas l'influence qu'elles devraient avoir. Et la lutte qu'il a engagée contre les destructeurs des Jésuites n'a empêché ni le Portugal ni la France de bonifier l'Ordre et de s'approprier ses biens. On dit même que la catholique Espagne songe à suivre l'exemple de ses voisins et que les Jésuites n'y sont plus en sécurité.

Clement XIII est un homme pieux qui aurait besoin d'être doublé d'un chef d'envergure comme Benoît XIV, son prédécesseur, pour faire face à la mer déchaînée. Mais dans des temps troubles comme ceux que nous traversons, qui auraient l'audace de porter un jugement définitif sur l'action d'un homme placé au cœur de la tempête ?

EN IRLANDE

La CATHOLIC ASSOCIATION suggère une politique de "la main tendue"

Une jeune organisation catholique s'elle en train de transformer radicalement la résistance irlandaise à la persécution anglaise ? La nouvelle est peut-être très osée mais elle est bien près de la réalité.

Fondée en 1756 par le docteur Curry et Mgr O'Keefe, la Catholic Association s'est donné pour mission de faire comprendre aux Anglais qu'ils auraient tout avantage à s'entendre avec les Irlandais et que leur politique du fouet ne mènera jamais à rien.

Il peut sembler extrêmement curieux de tenir un langage de la sorte à propos des rapports anglo-irlandais. Et pourtant beaucoup de personnes influentes en Angleterre aussi bien qu'en Irlande commencent à croire que ce langage est le seul qui puisse amener une solution à la question irlandaise.

Il y a déjà plus d'un siècle que l'Angleterre essaie par tous les moyens de briser les reins au catholicisme irlandais. Elle s'est butée à un mur de gronit. En cent ans, mal-

sons que la police n'y puisse rien et les apostats ne dépassent pas quatre mille depuis le début de la persécution il y a un siècle.

Il est plus qu'évident que la politique de persécution ne fera jamais plier l'échiquier au peuple irlandais. C'est pourquoi le point de vue du docteur Curry et de Mgr O'Keefe apparaît à plusieurs comme celui qui finalement peut seul aboutir à un mode de vie acceptable.

Basée sur un siècle de résistance héroïque, de sacrifices et de martyres, l'offre qu'ils font court sérieusement la chance d'être acceptée. Les Anglais, se disent-ils, ont peut-être compris qu'il vaut mieux laisser les Irlandais libres de pratiquer leur religion et que la persécution n'a aucune chance de réussir avec eux.

Nous souhaitons que l'initiative de la Catholic Association réussisse. L'héroïque peuple irlandais mérite de toute la valeur de son martyre qu'on le laisse pratiquer en paix la religion de ses pères.

AUX TROIS-RIVIÈRES

Te Deum - bis

Le traité de Paris n'a été ratifié que le 10 février. La nouvelle n'en est parvenue ici qu'à la fin de juillet. Les Triflions ont fait les premiers à chanter un Te Deum de joie, en mai, longtemps avant l'arrivée des dépêches. Ils en furent quittes pour recommencer le 1er août, sur l'ordre de Burton, à rendre grâce au Seigneur pour la paix retrouvée.

Adoucissements au jeûne

Il y a deux ans, le Vicaire général du diocèse de Québec, Messire Joseph-François Perrault, a publié un mandement au sujet de l'abstinence et du jeûne du Carême. Les malheurs de l'après-conquête justifiaient quelques amendements à la loi générale. Voici les modifications principales apportées par ce document :

"Nous exhortons tous les fidèles de ce gouvernement à observer à la lettre et autant qu'ils le pourront l'abstinence et le jeûne du Carême, vu néanmoins la rareté de l'argent et des vivres maigres, nous leur permettons de manger gras les dimanches, lundis, mardis et jeudis de chaque semaine du Carême, excepté les quatre jours qui le précèdent et la Semaine Sainte."

"Nous permettons aussi en général l'usage de la graisse pour les apprêts de tous les aliments maigres de leur nature, à tous ceux qui ne pourront se procurer du beurre et de l'huile les autres jours du Carême."

QUEL SORT ATTEND LES JÉSUITES AU CANADA ?

Le 1er août de l'année dernière, le Parlement de Paris a ordonné la fermeture de tous les collèges des Jésuites dans les territoires soumis à sa juridiction. Cinq jours plus tard il décrète la suppression de l'Ordre et la confiscation de ses biens, en France et dans les colonies.

Les Jésuites du Canada échappent à cette mesure vexatoire, puisque notre pays n'appartient plus à la France, mais il ne sont pas sauvés pour autant. Le gouverneur Murray ne les aime pas. Dans son rapport de l'année dernière, il suggère au Roi de les supprimer. "Les Jésuites en général ne sont ni aimés ni estimés, écrit-il, et cet ordre pourrait être facilement supprimé quand le gouvernement le jugera à propos, sans créer aucun embarras. Une partie de leurs propriétés pourrait être affectée à constituer un traitement pour un évêque et un chapitre; cette mesure épargnerait à la couronne d'autres dépenses sur ce point..." Il est possible que les Jésuites préfèrent vendre leurs biens et quitter la colonie. Comme il peut arriver qu'ils trouvent difficilement des acheteurs, le gouvernement pourrait acquérir leurs terres à un prix avantageux et s'en servir pour mettre à exécution plusieurs projets utiles."

La rafale partie du Portugal continue de souffler, mais les fils de saint Ignace sauront probablement s'en tirer une fois de plus.

LA VACANCE DU SIÈGE ÉPISCOPAL

Sujet d'inquiétude

Le sujet d'inquiétude le plus grave pour les catholiques est la vacance du siège épiscopal. La mort de Mgr de Pontbriand, survenue le 8 juin 1760, a laissé l'Eglise canadienne sans chef. La première mesure adoptée par les autorités religieuses a été l'envoi d'une députation auprès de George III.

Obtiendra-t-on de l'anti-papiste Angleterre la permission de faire nommer par Rome un successeur à Mgr de Pontbriand ?

Le Borel a reçu copie de l'Adresse que les députés remettront à Son Excellence Majesté le Roi. Il y est démontré que, sans évêque, l'Eglise canadienne ne pourra survivre. Par habileté diplomatique les signataires précisent : "...un évêque qui serait à la vérité titulaire de Québec suffirait pour tranquilliser vos nouveaux sujets, quoiqu'il n'eût pas cet appareil, cet éclat extérieur qui accompagne cette dignité dans les Etats catholiques. On ne demande de l'Épiscopat que ce qui est absolument et indispensablement nécessaire."

"On propose un évêque avec une pleine, libre et entière juridiction purement ecclésiastique sur le clergé et sur les peuples catholiques du diocèse, suivant les canons et les usages ci-dessus observés, vivant simplement parmi les prêtres de ses séminaires, où il trouverait son entretien et sa subsistance, comme l'un d'entre-eux, lorsqu'il lui plairait d'y demeurer..."

"Nous sommes, de Votre Majesté, les plus humbles et les plus fidèles sujets."

LES CHANOINES ET CHAPITRES DE QUÉBEC
CAPITULAIREMENT ASSEMBLÉS
LE 13 SEPTEMBRE 1763.

VICTOIRE DIPLOMATIQUE DU CHANOINE LACORNE

Londres (DNC) — Une nouvelle sensationnelle court les milieux diplomatiques de Londres. Le Roi vient d'accorder au Chapitre de Québec la permission de se choisir publiquement un évêque catholique. Même sous cette formule de compromis, l'autorisation royale apparaît comme un geste inattendu. Cache-t-elle des subtilités qui sauvegarderaient la politique antipapiste de Londres ?

Pour l'heure, on se réjouit, dans les milieux catholiques, de cette victoire dont le mérite revient surtout au doyen du Chapitre de Québec, l'abbé Joseph-Marie de Lacorne. On sait que cet abbé canadien vit en France depuis 13 ans, à titre de chargé d'affaires du Chapitre de la cathédrale de Québec. Dès la signature du traité de paix il s'est rendu à Londres pour surveiller les intérêts de l'Eglise canadienne. La nomination d'un évêque reconnu par Rome lui a paru le point capital et il a concentré ses efforts sur cet objectif. Les ambassadeurs des pays catholiques lui ont prêté leur concours, mais l'homme qui semble lui avoir accordé l'appui le plus utile est le célèbre et énigmatique chevalier d'Éon.

Arrivé en Angleterre vers le 25 février, l'abbé de Lacorne a vu ses efforts couronnés de succès le 13 juin, alors que le chevalier d'Éon pouvait annoncer cette grande victoire au duc de Choiseul, ministre des Affaires étrangères de France.

Cette bonne nouvelle dissipera une partie des inquiétudes qui pèsent sur la population canadienne.

FUTUR EVÊQUE DE QUÉBEC ?

BURTON censure le clergé

Trois-Rivières — Le gouverneur Ralph Burton ne semble pas priser les remarques que les membres du clergé peuvent faire sur le moralité des soldats anglais. Le père Félix Berrey, récollet en charge de la mission abénaquise de Saint-François-du-Lac, a été chassé du gouvernement des Trois-Rivières pour avoir osé présenter une requête au gouverneur. Dans cette requête, le missionnaire exposait la situation de son village "totallement dérangé par la boisson et le voisinage de la garnison anglaise."

Le mécontentement contre la garnison anglaise n'est pas un fait isolé. L'année dernière, le curé de Sainte-Anne-de-la-Pérade, l'abbé Louis-Michel Guay, a, dans un sermon, dénoncé le scandale qui existait dans sa paroisse où quelques filles débouchées se livraient avec des soldats anglais. Le commandant anglais de l'endroit a violemment tancé le curé pour ses remarques.

Par contre, il ne faudrait pas généraliser la situation. Dans la plupart des autres endroits où les troupes sont cantonnées, la paix et le bon ordre semblent régner.

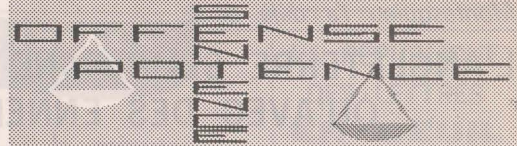


M. l'abbé de Montgolfier

Le 15 septembre dernier, le Chapitre a tenu une séance secrète au cours de laquelle, se prévalant de l'autorisation royale, les cinq chanoines présents ont élu à l'unanimité le sulpicien Montgolfier pour occuper le siège épiscopal de Québec.

Cette décision n'a pas été révélée au public ni aux autorités civiles. Seuls les initiés ont pu tirer des déductions d'après l'ordre des signatures sur un document daté du 28 septembre. Pour la première fois, le nom de Montgolfier avait priorité sur celui du Vicaire Général Briand. On sait que ce dernier est bien vu de Murray, alors que notre gouverneur est ouvertement hostile à l'abbé de Montgolfier et au chanoine Lacorne, que plusieurs considéraient comme un candidat sérieux depuis la réussite de ses démarches à Londres.

Le choix du Chapitre semble devoir obtenir l'approbation de Londres et de Rome, mais le dernier mot n'est pas dit. Depuis que le général Murray est devenu gouverneur général du Canada, il pourra faire valoir ses points de vue avec plus de force.



POUR BIENTÔT

Réorganisation totale de l'administration judiciaire

Les Canadiens s'interrogent de plus en plus avec anxiété sur l'organisation définitive de l'administration de la justice par le gouvernement britannique. Cette organisation les intéresse au plus haut point. Ils se demandent si on ne se préoccupera que de l'établissement de structures ou si on verra à respecter la langue, les coutumes et les traditions des Canadiens.

C'est dans la Proclamation Royale du 7 octobre de cette année qu'il est question officiellement de l'organisation de la justice. Le Roi y écrit : "Nous avons donné aux gouverneurs de Nos colonies sous Notre grand sceau le pouvoir de créer et d'établir, de l'avis de Nosdits conseils, des tribunaux civils et des cours de justice publique dans Nosdites colonies pour entendre et juger toutes les causes aussi bien criminelles que civiles, suivant la loi et l'équité, conformément autant que possible aux lois anglaises."

Cette dernière restriction n'est pas sans inquiéter les Canadiens. Le roi prend soin d'écrire "autant que possible", mais jusqu'à quel point cette affirmation veut-elle respecter les droits des Canadiens ? Personne ne saurait l'affirmer.

Des sources informées nous ont affirmé que les Instructions spéciales reçues à propos de l'organisation de son gouvernement par le Gouverneur Murray ne disaient rien de plus à ce sujet. Ces Instructions ajoutaient simplement un conseil : s'inspirer pour l'installation des cours de justice, de ce qui

a été accompli dans cette voie par les autres colonies anglaises d'Amérique et en particulier par la colonie de la Nouvelle-Ecosse.

La Proclamation Royale et les Instructions au Gouverneur sont encore très récentes et Murray ne semble pas décidé à les mettre en application immédiatement. Une clause du traité de Paris lui accorde d'ailleurs la possibilité de retarder l'application de la Proclamation. Le traité permet en effet aux Canadiens qui désiraient passer en France de compter sur un laps de dix-huit mois pour organiser leur départ. Il semble que le gouverneur soit résolu à attendre au moins une dizaine de mois avant d'appliquer la Proclamation Royale de façon à ne la faire que lorsque ceux qui veulent rentrer en France se soient tous partis.

Il nous faudra donc patienter plusieurs mois avant de savoir dans quel esprit se fera la réorganisation de la justice. Soulignons que cet esprit soit aussi honnête et respectueux du droit naturel que l'a été celui des militaires qui ont gouverné le pays depuis la capitulation de Montréal.

L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE QUI DOIT CHANGER

SES ROUAGES
SES STRUCTURES
SES JUGES

Nous nous permettons de fournir ici une synthèse de ce qu'est l'appareil judiciaire actuel, tel qu'établi par les militaires qui gouvernent le Canada depuis la conquête.

Les trois gouvernements militaires, ceux de Québec, de Montréal et des Trois-Rivières, étaient indépendants l'un de l'autre et entièrement libres d'organiser la justice comme bon ils l'entendaient.

Le général Amherst lui-même, avant de confier le gouvernement à Gage, organisa l'appareil judiciaire du gouvernement de Montréal. Dans un placard qu'il fit afficher le 22 septembre 1760, il écrivait : "Que pour terminer autant qu'il sera possible tous les différends qui pourraient survenir entre les habitants à l'amiable, les dits Gouverneurs sont enjoint d'autoriser l'officier de milice Commandant dans chaque paroisse, ou District, d'écouter toutes plaintes, et si elles sont de nature qu'il puisse les terminer, qu'il ait à le faire avec toute la droiture et Justice qu'il convient; s'il n'en peut prononcer pour lors il doit renvoyer les parties devant l'officier des troupes Commandant dans son district, qui sera pareillement autorisé de décider entre eux, si le cas n'est pas assés grave pour exiger qu'il soit remis devant le tribunal du gouverneur même, qui, dans ce cas, comme en tout autre, fera rendre Justice où elle est due."

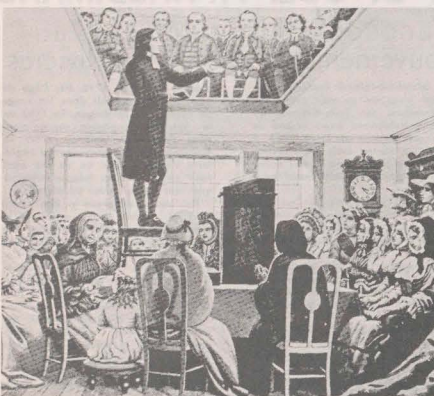
En résumé le général Amherst institua trois tribunaux différents : le tribunal du capitaine de milice dans chaque paroisse (un Canadien); le tribunal du commandant militaire de chaque district (un Anglais) qui constituait un tribunal de seconde instance; et enfin le tribunal du gouverneur qui jugeait en dernière instance.

Murray, à Québec, agit différemment : il décida que le tribunal de première instance serait celui du commandant des troupes. Il institua un Conseil militaire qui jouait le rôle de cour d'appel et s'attribua lui-même le rôle de juge de dernière instance. Tous les juges du gouvernement de Québec étaient donc des militaires anglais tandis que la plupart des juges des deux autres gouvernements étaient des Canadiens.

Dans les trois gouvernements on s'est appliqué à juger les gens selon les lois françaises auxquelles ils étaient habitués et qui constituaient l'armature de leur organisation sociale.

Lois françaises, procédures françaises, juges Canadiens ou Anglais, voilà l'âme de notre appareil judiciaire. Que viendra y changer la nouvelle administration ? Les Canadiens voudraient bien le savoir, mais ils devront attendre encore quelques mois avant de satisfaire leur curiosité.

SERMONS À DOMICILE



John Wesley, un pasteur de la "High Church", a décidé de ranimer la foi des habitants de la Nouvelle-Angleterre. Plutôt que de chercher à amener les fidèles à l'Eglise, il veut porter l'Eglise aux fidèles. Notre gravure représente le pasteur montrant les dangers que présentent la boisson, la danse et le jeu. Chaque fois qu'il prêche, Wesley exige que les hommes et les femmes ne soient pas ensemble.

Montesquieu l'a déjà écrit...

L'ANGLETERRE SEMBLE NE NÉGOCIER QU'AVEC DES ENNEMIS

On a souvent émis l'opinion que l'Angleterre créait des colonies pour étendre son commerce plus encore que pour étendre sa domination. L'objet principal du gouvernement anglais, croit-on souvent, serait d'assurer un grand marché de matières premières, tout en se réservant le monopole du commerce et de l'industrie.

De l'avis du célèbre philosophe français, Montesquieu, "l'Angleterre est souverainement jalouse, et s'efforce plus de la prospérité des autres qu'elle ne jouit de la sienne. Ses lois, d'ailleurs douces et faciles, sont si rigides à l'égard du commerce et de la navigation qu'on fait avec elle, qu'elle semble ne négocier qu'avec des ennemis."

Cette jalousie, cette fureur de monopole sont poussées si loin que, depuis l'acte de navigation de 1651, les gouvernements coloniaux, en entrant en charge, doivent jurer de faire observer l'acte de navigation sous peine de sanctions très sévères.

En 1670, Josias Child, dans ses DISCOURS SUR LE COMMERCE, faisait l'éloge de la frugalité, de l'industrie, de la tempérance de la Nouvelle-Angleterre, du bonheur de ses lois et de ses institutions. Mais sa conclusion était qu'il fallait bien se garder de laisser les colonies s'accroître au détriment de l'Angleterre, et que la Nouvelle-Angleterre était la plus préjudiciable de toutes les plantations.

En 1719, la Chambre des Communes d'Angleterre déclarait qu'élever des manufactures dans les colonies, c'était diminuer leur indépendance.

En 1732, sur la plainte des chapeliers de Londres qui accusaient les Américains d'exporter des chapeaux en Espagne, au Portugal, aux Antilles, le Parlement rendit un acte qui défendait l'exportation au dehors, le commerce entre plantations, et qui en restreignait la fabrication avec toute une série de folles restrictions.

DÉLIVRÉS DE LA FRANCE

Les Américains pourraient maintenant songer à l'indépendance

New York — A la suite de sa visite de l'Amérique en 1748, Pierre Kalm déclarait: "J'ai entendu non seulement des Américains de naissance, mais des émigrés anglais, dire publiquement qu'avant trente ou cinquante ans les colonies de l'Amérique du Nord constitueront un Etat séparé et entièrement indépendant de l'Angleterre". Il y avait pourtant à ce moment un obstacle sérieux à ce mouvement séparatiste et le voyageur suédois notait lui-même: "Comme le pays est sans défense du côté de la mer, et que du côté de la terre on a la présence inquiétante des Français, ces dangereux voisins empêchent que l'attachement des colonies à la métropole ne tombe tout à fait. Le gouvernement anglais n'a donc point tort de considérer le voisinage des Français dans l'Amérique du Nord comme la cause principale qui maintient les colonies dans la soumission".

Délivrés des Français, les Américains espèrent normalement à avoir pour eux tout le continent et à profiter des avantages commerciaux qu'offrent la région du Centre-Ouest et les vallées de l'Ohio et du St-Laurent, ils désirent tout autant obtenir l'égalité avec les citoyens de la métropole; ils ont au plus haut point l'amour de la liberté, le sentiment du droit et la haine de l'oppression.

"Les colonies anglaises se sont tellement accrues en richesse et en population, ajoutait encore Kalm, qu'elles rivalisent bientôt avec l'Angleterre. Aussi, pour maintenir le commerce et le pouvoir de la métropole, leur est-il défendu d'établir des manufactures nouvelles qui pourraient faire concurrence aux Anglais. On ne peut chercher l'or et l'argent qu'à la condition de l'embarquer aussitôt pour l'Angleterre. A l'exception d'un petit nombre de places fixées, les colonies n'ont point la liberté de trafiquer en dehors des possessions britanniques, et on ne permet point aux étrangers, les nouveaux commerçants avec les colonies américaines. Il y a une foule de restrictions pareilles.

Cette oppression a rendu les colons moins tendres pour la métropole. Et cette froideur est augmentée par le grand nombre d'étrangers qui se sont établis en Amérique. Des Hollandais, des Allemands, des Français sont mêlés aux Anglais, et n'ont aucune affection pour la vieille Angleterre."

S'il faut en croire Kalm, les colonies anglaises pourraient donc s'engager dans la voie de l'indépendance d'ici quinze ans. Une telle éventualité est bien peu probable, mais non impossible. Les colons américains ont fort mérité du portage territorial décidé lors de la Proclamation royale du 7 octobre dernier et de l'attitude générale de Londres.

JAMES OTIS DEVANT LES TRIBUNAUX



J. OTIS LUTTE CONTRE LES MANDATS D'ASSISTANCE. — Selon James Otis, ce mandat général permet à quiconque de devenir légalement un tyran. Qui plus est, ce mandat est perpétuel, et permet en tout temps à son détenteur de pénétrer dans toute maison ou boutique, suivant son caprice, et en forçant chacun à l'assister. La scène ci-haut le représente dans son vibrant plaidoyer de 1761 devant la cour supérieure de Boston. Dénonçant comme une forme de taxation les Actes de Commerce dont les dits mandats devaient assurer le respect, Otis avait affirmé, selon Sam Adams, qu'UN IMPOT ETABLI SANS REPRESENTATION CONSTITUAIT UN ACTE DE TYRANNIE.

EN ANGLETERRE

DES MINISTRES TOUT NEUFS, mais des idées qui le sont moins!

Boston — En 1760, l'avènement de George III provoqua la chute du ministère de Pitt, au pouvoir depuis trois ans. Homme passionné, doué d'une volonté énergique, Pitt avait travaillé à humilier la France, à l'emporter de l'Inde, de l'Amérique et des mers avec la volonté d'établir partout la suprématie de l'Angleterre et de lui donner le monopole du commerce.

Contrairement à leur prédécesseur qui avait évité les petites querelles inutiles avec les colons, les nouveaux ministres anglais, tels Lord Bute ou Lord Townshend, crurent bon de travailler surtout à fortifier l'autorité.

"Je suis né et je mourrai monarchique, affirme un des parvenus du nouveau régime, lord Melcombe; les gens de la Cité n'ont point à nous demander compte de ce que nous faisons; nous leur enseignerons de meilleures manières, ils en ont besoin".

"C'est Dieu, aurait affirmé de son côté Barrington, qui a donné au roi l'autorité; il a laissé aux sujets la gloire de l'obéissance".

De telles idées ne pouvaient manquer de troubler profondément les citoyens d'Angleterre, mais moins encore que

ceux d'Amérique. Si les uns appartenaient au peuple qui avait fait la révolution de 1688, les autres étaient de farouches partisans des institutions républicaines et des administrateurs, inconscients peut-être, de Locke et de son Traité de Gouvernement.

Pour satisfaire les marchands anglais, le nouveau ministère songea naturellement à réclamer l'abstinence à de vieilles lois qu'on négligeait d'appliquer: les Actes de Commerce. Ceux-ci constituent le monopole au profit des marchands et négociants: c'est à eux que la loi réserve tous les transports et toutes les fabrications. Ces Actes, on ne les exécutait pas dans la Nouvelle-Angleterre, car, à y obéir, on ne vivrait pas, surtout sous le grand commerce avec les Antilles. En échange de bois de construction et de poison, on en tire du sucre et des mélasse qui, distillés, donnent de l'alcool. Cet alcool sert à la traite des noirs dont les profits permettent d'acquiescer les marchandises anglaises.

Pitt et Wolpole avaient tous deux compris que toute l'industrie, toute la vie des plantations dépendaient de ce commerce depuis longtemps toléré et qui, de fait, assurait la vitalité des relations colonies-métropole.

En relâche... on se relâche



(City of Art Museum of St. Louis, U.S.) John Greenwood

John Greenwood, qui a vécu quelques années à Surinam, a été témoin des scènes qu'il a peintes. Lorsque les capitaines faisaient relâche dans le port de Guyane hollandaise, ils se donnaient habituellement rendez-vous dans une taverne du port. La scène ci-haut se passe à deux heures du matin. Nous voyons le peintre Greenwood tenant la chandelle, près de la sortie. Parmi les buveurs attablés, nous remarquons le capitaine Nicolas Cooke, fumant la pipe et conversant avec le capitaine Esek Hopkins. Le capitaine Ambrose Page vomit gentiment dans la poche du pourpoint de Wenton. Il se relèvera certainement à brûle-pourpoint!

LITTÉRATURE arts SPECTACLES

avec J. J. ROUSSEAU la minute de vérité...

Dans les états du roi de Prusse, le comté de Neuchâtel. Là, le Val-de-Travers et, dans ce coin perdu, un village: Motiers. Une maison comme toutes les autres, petite, calme, propre, accueillante. Une salle de séjour sobrement meublée, aux parquets bien astiqués, aux murs à peine décorés. . . Peu de livres, beaucoup de lettres qui semblent attendre une réponse, partout des feuilletés épars et là, sur une table, bien classées, des pages d'un cahier d'herboriste. . . La porte s'ouvre, on entre, il est là: c'est Rousseau.

Assez grand, mince, l'œil vif mais le teint pâle, l'air souffrant, il s'avance vêtu de son bizarre costume arménien: robe turque, longue, ornée, doublée de fourrure, veste du même style, ceinture; à la main, un bonnet fourré, comme s'il avait l'intention de sortir. Effectivement, tout en nous expliquant que la maladie qui l'afflige l'a incité à choisir cet habit, il nous entraîne à l'extérieur pour une longue promenade dont il a l'habitude. Pendant de longues minutes, nous marchons en silence. A certains moments, notre hôte nous fait remarquer quelques points pittoresques du paysage, puis, doucement, il commence, à nous décrire sa vie de tous les jours, sa joie d'avoir enfin trouvé une retraite paisible et aussi son inquiétude que de nouvelles persécutions le forcent à fuir de nouveau. Nous lui faisons part de notre étonnement devant l'accueil sympathique que lui a réservé le roi de Prusse. . .

Cet amour inné de la justice, qui devora toujours mon cœur, joint à mon penchant secret pour la France, m'avait, en effet, inspiré de l'aversion pour le roi de Prusse qui me persécutait, par ses maximes et par sa conduite, fouler aux pieds tout respect pour la loi naturelle et pour tous les devoirs humains. Je l'avais déjà d'ailleurs attaqué à deux reprises: dans un distique et dans un passage de l'Émile, où, sous le nom d'Adreste, roi des Daumiens, on voyait assez qui j'avais en vue. Ainsi j'étais sûr d'être inscrit en creux rouge sur les registres du roi de Prusse. . .

J'osai pourtant me mettre à sa merci, et je crus courir peu de risque. Je savais que les passions basses ne subjuguèrent que les hommes faibles et au peu de prise sur les âmes d'une forte trempe telle que j'avais toujours reconnu la sienne.

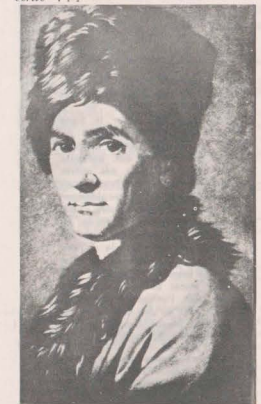
En somme, vous avez calculé qu'entre une facile vengeance et la gloire de se montrer magnanime, Frédéric n'hésiterait pas à opter pour la seconde solution. Mais n'est-ce pas là, un autre aspect du paradoxe perpétuel que constitue votre vie, jusqu'à présent? Reconnaissez-vous dans votre personnalité et vos agissements des contradictions, ou moins apparentes, qui donnent prise aux critiques violentes de vos détracteurs?

Ma fonction est de dire la vérité et non pas de la faire croire. Mes adversaires prétendent que je ne pense pas un mot des vérités que j'ai soutenues; ils prétendent encore que ma conduite est en contradiction avec mes principes. Qu'on me montre des hommes qui agissent toujours conséquemment à leurs maximes, et je passe condamnation sur les miennes.

On pardonne généralement assez facilement des contradictions entre les principes et les actions, mais, dans votre cas, on vous reproche fréquemment de graves contradictions au niveau même des principes. Ainsi, dans la Lettre à d'Alembert, vous dénoncez les romans d'amour, le théâtre et la fiction romanesque en général et, moins d'un an plus tard, vous publiez une authentique roman d'amour, la Nouvelle Héloïse.

Vous avez raison. Mon grand embarras est justement la honte de me démentir ainsi moi-même si nettement et si hautement. Après les principes sévères que je venais d'établir avec tant de fracas, après les maximes austères que j'avais si fortement prêchées, après tant d'invectives mordantes contre les livres efféminés qui respirent l'amour et la mollesse, pouvait-on rien imaginer de plus inattendu, de plus choquant, que de me voir tout d'un coup m'inscrire de moi-même dans le rang des auteurs de ces

Cinq condamnations officielles, violentes attaques de la part d'anciens amis, expulsion de plusieurs pays et interdiction de séjour dans d'autres, hostilité déclarée de nombreuses populations, tel est le bilan des douze derniers mois pour Jean-Jacques Rousseau. Une opposition aussi unanime suffirait à inciter tout homme normal à se retirer et à s'interroger; dans le cas d'un homme dont on dit qu'il a reçu en naissant un complexe de persécution, il y a là de quoi provoquer une authentique "minute de vérité".



Allan Ramsay

J. J. ROUSSEAU

"... comme s'il avait l'intention de sortir..."

ILS VIENNENT DE FAIRE UNE TOURNÉE TRIOMPHALE EN EUROPE

ENFANTS PRODIGES

Exclusif au Boréal Express et à Correspondance Littéraire 1er déc. 1763.

(Paris) — Un chef d'orchestre de Salzbourg, nommé Mozart, vient d'arriver avec ses deux enfants qui sont les plus mignons du monde. La petite fille, âgée de douze ans, joue remarquablement du clavecin, exécutant avec la précision la plus parfaite les morceaux les plus ardus. Son frère, qui n'a que sept ans, est encore plus prodigieux et il faut voir de ses propres yeux et entendre soi-même ce dont il est capable pour le croire.

Non seulement il exécute parfaitement les œuvres les plus difficiles, bien que ses petites mains soient à peine assez grandes pour attraper un intervalle de sixte, mais, à l'émulation de tous ceux qui l'entendent, il est capable d'improviser sans effort une heure durant avec une fantaisie géniale et ravissante, donnant à ses idées une forme dans le goût le plus parfait sans désordre ni confusion.

LA RÉPUBLIQUE DES LETTRES EN DEUIL

L'ABBÉ PRÉVOST

L'auteur du célèbre roman "Maison Lescart" est décédé à Chantilly, le 23 novembre dernier. Plusieurs hommes de lettres célèbres ont rendu hommage à celui qui a apporté au roman français un renouveau dont les conséquences futures ne sont pas encore faciles à prévoir.

"Il me paraît que la langue des passions est sa langue maternelle" — (VOLTAIRE).

"...homme très aimable et très simple dont le cœur vivait les écrits, dignes de l'immortalité" — (ROUSSEAU).

"Chaque ligne de ses romans excite en moi un mouvement d'intérêt et m'arrache des larmes" — (DIDEROT).

MARIVAUX

Né à Paris en 1688, l'auteur du "Jeu de l'amour et du hasard" est mort à sa résidence parisienne, le 12 février dernier. Écrivain prolifique, Marivaux a été du journalisme pendant quelques années avant de passer au théâtre où il a présenté plusieurs pièces. D'inégale valeur, ses œuvres n'ont pas toujours recueilli les suffrages d'un public amoureux de Voltaire, mais il ne fait aucun doute que Marivaux a créé un genre nouveau au théâtre auquel certaines critiques promettent un brillant avenir.



Grav. de Delafosse — d'après Carmontelle

colle ET BRICOLE

COMMENT FENDRE UN TRONC D'ARBRE

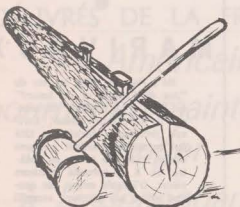
Les temps que nous traversons exigent beaucoup de connaissances pratiques de la part de tous ceux qui, restés au pays, doivent travailler à la reconstruction.

Après la capitulation de Montréal, un très grand nombre de miliciens, cultivateurs pour la plupart, ont retrouvé leur ferme dans un bien piteux état. Il leur a fallu procéder rapidement à des réparations temporaires qui leur permirent de passer sans trop souffrir le premier hiver.

Mais cela n'était pas suffisant. Les bâtiments de la ferme, la maison elle-même, tout avait été endommagé, voire détruit par la guerre. On vit à la reconstruction. Ce travail, en maints endroits, n'est pas encore fini. Pour le parachever, les parents font souvent appel à leurs garçons qu'ils emploient aux travaux les plus simples et les plus faciles.

Nos jeunes lecteurs sont certainement désireux de parfaire rapidement leurs connaissances techniques afin de rendre à leurs parents les plus grands services possibles.

Nous leur présentons aujourd'hui les principes d'une des techniques les plus élémentaires dans la construction: l'art de bien fendre une bille de bois.



Après avoir choisi la bille avec soin et avoir étudié les particularités de son "fil", il faut bien déterminer la ligne de fente. Celle-ci établie, on se munit d'un certain nombre de coins de fer qui, enfoncés les uns à la suite des autres dans la ligne de fente, permettront de diviser rapidement la bille en deux parties nettement séparées. Il est facile, en étudiant l'illustration qui accompagne notre article de voir comment on procède. Le tout est de bien choisir sa bille, d'en bien tracer la ligne de fente. Ceci fait, l'utilisation des coins n'est plus qu'une œuvre où les muscles jouent davantage que la connaissance technique.

Bonne chance dans vos premiers essais et bon succès dans vos constructions.

Le chanoine Briand loue la magnanimité anglaise

Le 4 juin dernier, M. le chanoine Jean-Olivier Briand, Vicaire général, a demandé par mandement qu'on chantât, dans toutes les paroisses, un TE DEUM d'action de grâce pour le bienfait de la paix. A l'occasion de cette ordonnance, il a rendu témoignage des bons comportements des nouveaux maîtres du Canada. Voici en quels termes:

"La reddition de Québec nous laissait à la disposition d'une armée victorieuse; vous fûtes sans doute d'abord alarmés, effrayés, consternés. (...) Vous ignorez que l'aimable et toujours attentive Providence vous avait préparé un gouverneur qui, par sa modération, son exacte justice, ses généreux sentiments d'humanité, sa tendre compassion pour le pauvre et le malheureux, et une rigide discipline à l'égard de ses troupes, devait faire disparaître toutes les horreurs de la guerre. Or sont en effet les vexations, les concussions, les pillages, les onéreuses contributions qui marchent ordinairement à

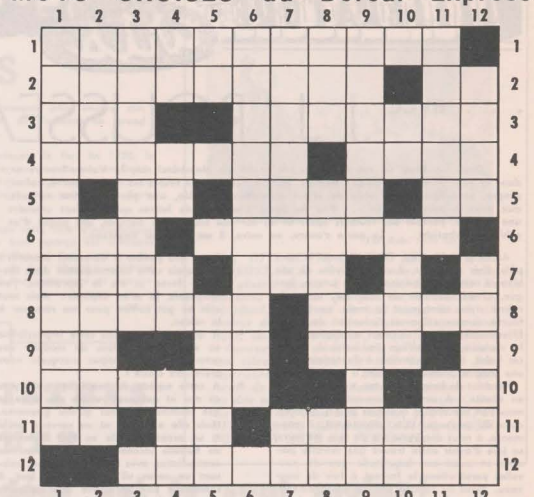
la suite de la victoire? Ces nobles vainqueurs ne vous parurent-ils pas, dès qu'ils furent nos maîtres, oublier qu'ils avaient été nos ennemis, pour ne s'occuper que de nos besoins et des moyens d'y subvenir? Vous n'avez sûrement pas perdu le souvenir des mouvements que s'est donnés Son Excellence, l'illustre et charitable Général Murray, et des amonnes considérables qu'il a procurées pour la subsistance des pauvres. Vous n'avez pas oublié ses sages et efficaces précautions pour empêcher la disette dans son gouvernement."

L'abbé Briand a cru opportun d'avertir les curés "de la étroite obligation où ils sont d'expliquer à leurs paroisses les motifs qui doivent les porter à l'obéissance et à la fidélité envers le nouveau gouvernement, et de leur faire comprendre que leur bonheur, leur tranquillité, l'exercice de leur religion et leur salut en dépendent."

PEE
WEE
Canot
et
pêche



MOTS CROISÉS du Boréal - Express



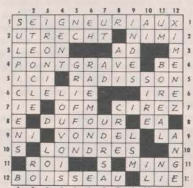
HORIZONTAL

- 1—Il succéda à Vaudreuil et travailla en collaboration avec Hocquart.
- 2—D'après le Boréal de 1924, cette langue était la plus courante chez les indiens. — Voyelles qui se suivent.
- 3—Le Canada est soumis à celui d'Angleterre. — Utilises.
- 4—Répétait (au spectacle). — Le roi a la sienne au théâtre.
- 5—Conditionnel. — Sentier dans la forêt. — Infinif.
- 6—Donna un coup de pied. — Verbe pronominal signifiant se moquer.
- 7—Décora. — Pronom féminin.
- 8—Qui se consume. — En 1613, on y fonda une compagnie de marchands.
- 9—Appris. — Personnel. — Doivent être payés.
- 10—Peuples du nord-est européen (par opposition aux latins et aux anglosaxons). — Consommes.
- 11—Voyelles doublées. — Pronom latin — Unité de mesure (pl.).
- 12—Pierre-Joseph de Célaron, sieur de... chef militaire, commandant de poste, valeureux officier.

VERTICAL

- 1—Corsaire d'Alger, il demeure invincible, selon le Boréal de 1943.
- 2—Devenu saint, il est le patron des orfèvres. — Les filles de cette sainte font oeuvre d'éducation à Québec.
- 3—Faisait quelque chose.
- 4—Adverbe de lieu (inversé). — Conditionnel. — Possède. — Bas, lâche.
- 5—Consonnes d'une exclamation exprimant la honte. — Navigateur espagnol, compagnon de Colomb aux Antilles.
- 6—Ont la couleur de l'aigle (fem. pluriel).
- 7—Sans éducation. — Période.
- 8—Refusa de dire oui. — Chamois des Pyrénées. — Se suivent dans l'alphabet.
- 9—On les coupe lorsqu'ils sont trop longs. — Distraction.
- 10—En latin: je vais. — Touchés. — Consonnes d'un jour de grande fête.
- 11—Participer à une réunion. Adjectif élogieux.
- 12—Avoir le courage de. — Femme d'un animal peu développé "intellectuellement" si l'on en croit le symbole qu'il est devenu.

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO



Y AURA-T-IL DES CANADIENS DANS LE GOLFE?

Québec — Les îles Saint-Pierre et Miquelon sont maintenant tout ce qui reste à la France de ses possessions dans cette partie nord de l'Amérique, outre 45° de latitude nord. Le gouverneur Murray avait déjà manifesté sa désapprobation à l'établissement de colons français ou acadiens dans la région du golfe. Il voulait de cette façon empêcher un commerce de contrebande et des relations qui n'auraient pu être que néfastes pour l'Angleterre.

Maintenant que la France conserve quelques îles pour faire le séchage de la morue, on peut se demander si Murray gardera la même attitude.

SCIENCES TECHNIQUES ET

L'agriculture canadienne dans l'économie britannique

Au moment où le Canada passe entre les mains de l'Angleterre, il est intéressant de se demander quel rôle les Canadiens sont appelés à jouer dans l'immense empire économique que les Anglais ont à établir à travers le monde. L'économie canadienne est actuellement assise sur quatre piliers: le commerce des fourrures, les pêcheries, le commerce du bois, l'agriculture.

Alors que le rôle immédiat du commerce apparaît très nettement, qu'il s'agisse d'ailleurs du bois, du poisson ou des fourrures, la place de l'agriculture canadienne dans l'organisation économique de l'empire britannique ne semble pas aussi facile à déterminer.

Si on accepte le principe qu'une colonie est essentiellement mise au service de la métropole, on comprend que l'agriculture coloniale devra surtout être orientée vers la production des denrées dont la métropole a le plus besoin soit pour son alimentation, soit pour la production manufacturière d'objets de toutes sortes qu'elle écoulera ensuite sur tous les marchés du monde, y compris les marchés coloniaux.

Envisageant l'agriculture canadienne dans cette perspective, le général Murray écrivait, dans son rapport de 1763, que le Canada pourrait très bien se situer dans la structure économique de l'empire anglais. Murray disait en effet: "On cultive le chanvre et le lin dans certaines parties de la contrée et plusieurs des terres sont très bien entrainées pour ce genre de produits. Il sera avantageux d'encourager le peuple à se livrer à la culture de ces produits si utiles à l'Angleterre et pour lesquels elle paye tous les ans de fortes sommes aux pays étrangers. Des primes distribuées avec discernement, et quelques Allemands et quelques Russes très versés dans ce genre de culture, qu'on encouragerait à venir s'établir ici, ne manqueraient pas de donner de l'impulsion à cette très utile branche de l'agriculture."

"Ce genre d'industrie occuperait les femmes et les enfants pendant les longs hivers à préparer le lin et le chanvre pour l'exportation, les détournerait de se livrer à la confection d'articles grossiers pour leur propre usage et leur permettrait d'acheter des articles manufacturés, qu'on importerait d'Angleterre."

Comme on peut le constater, Murray voit très clairement le rôle que doit jouer un peuple colonial vis-à-vis la métropole: produire les articles dont la métropole a le plus grand besoin et acheter les produits que la métropole fabrique en grande quantité.

Murray va jusqu'à souhaiter qu'on occupe suffisamment les femmes des paysans canadiens pour que ceux-ci ne fabriquent plus chez eux les vêtements dont ils se servent et soient forcés de les importer d'Angleterre. Cela nuirait à la saine expansion de l'économie dans la colonie mais le problème n'est pas là. Une colonie n'existe pas pour grandir et prospérer, elle existe pour faire grandir et prospérer la métropole.

Les intentions du général Murray, au moment où il écrivait ces lignes, étaient peut-être de plus en plus pures. Mais nous ne saurions accepter qu'on fasse disparaître d'une façon aussi cavalière l'artisanat canadien au profit des grandes industries textiles de l'Angleterre.

L'anatomie pathologique fait des adeptes de plus en plus nombreux

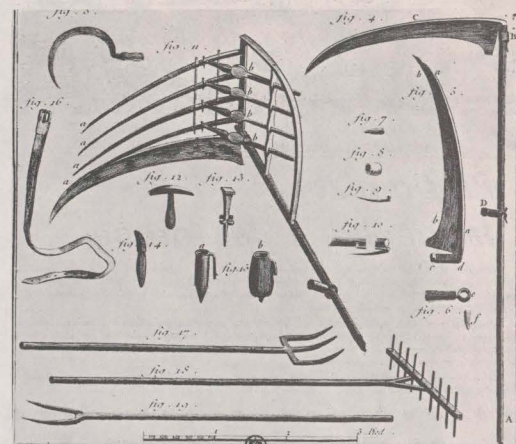
NOTRE FER supérieur même au fer importé de la Suède

Le gouverneur des Trois-Rivières, Ralph Burton, a démontré, par les faits et par ses arguments, que l'industrie des forges Saint-Maurice peut jouer un rôle important dans la vie économique canadienne. Sous son administration de 20 mois, les Forges ont produit 127,784 livres de fer et 180 poëles. Les profits réalisés ont permis de défrayer les charges administratives du gouvernement des Trois-Rivières en plus des travaux de renouvellement et d'entretien de l'établissement.

Dans ses rapports de cette année et de l'année passée, monsieur Burton plaide habilement la cause d'une entreprise qui offrirait de grands avantages à la Couronne si on consentait à l'augmenter. Le fer produit affirme Burton, "a été trouvé préférable à n'importe quel produit en Amérique, et même à celui importé de Suède."

Le gouverneur trifluvien souligne avec à propos les services que les Forges pourraient rendre à la glorieuse marine anglaise en fournissant un excellent fer pour la construction des vaisseaux.

Comme premier geste, Burton recommande d'étendre le domaine des Forges jusqu'au delà du Saint-Maurice, dans la seigneurie du Cap de la Madeleine, afin de procurer à l'établissement plus de bois à charbon, une carrière de pierre calcaire pour la fonte du minerai et même des terres à cultiver le foin et l'avoine.



L'Encyclopédie, dans un article consacré à l'agriculture, en 1762, faisait le bilan des progrès réalisés dans ce domaine en France. Notre gravure ci-haut, que nous avons puisée dans l'ouvrage de Diderot, d'Alembert et Cie, illustre quelques instruments en usage: le javelier, le rateau, la fourche, le trident, la faucille, etc.

LINNÉ, le généalogiste des plantes, célèbre deux anniversaires

Nous nous en voudrions de passer sous silence le double anniversaire que célèbre le grand botaniste suédois Charles de Linné. C'est en effet cette année le cinquième anniversaire de l'édition définitive de son ouvrage fondamental: SYSTEMA NATURAE, et le dixième anniversaire de la publication du célèbre SPECIES PLANTARUM.

Professeur à l'université d'Upsal, en Suède, et considéré comme un des grands savants de l'univers, Linné a connu une carrière extraordinaire de ténacité, d'impérisme, de difficultés et de succès.

Né en 1707 d'un pasteur luthérien, Carl von Linné apparaît tout d'abord comme un enfant aux talents limités auquel on conseille l'étude d'un métier manuel. Etudiant en médecine à l'université d'Upsal, il se passionna rapidement pour l'étude des plantes. Il conçut même dès lors le projet d'un classement de toutes les plantes en se basant sur certaines particularités de leur système sexuel: les étamines et les pistils. Il n'avait alors que 24 ans.

Nommé professeur suppléant à l'université, sentant la jalousie de confrères plus âgés, il entreprit une extraordinaire randonnée dans l'extrême-nord de son pays. Parti à pied, seul, il parcourut plus de 4,400 milles avec sa loupe, sa longue vue et ses papiers, et recueillit sur la flore de l'Arctique une documentation fabuleuse.

A la suite de plusieurs difficultés, Linné doit alors s'expatrier. Il vit un certain temps à Hambourg, en Allemagne, à Amsterdam, à Paris. Au cours de ses voyages, il avait réussi à passer sa thèse de docteur en médecine et à faire éditer son fameux ouvrage SYSTEMA NATURAE qui lui procure une renommée universelle.

"D'une grande conséquence pour notre service" — (George III)

Londres (DNC) — Les instructions royales signées le 7 septembre dernier sont d'une très grande importance pour découvrir les intentions réelles de l'Angleterre à notre sujet. Plusieurs directives sont de nature à nous inquiéter. D'autres, par contre, révèlent un souci louable de développer les ressources du pays. Ainsi, l'article 55, consacré aux Forges St-Maurice, laisse prévoir des développements ultérieurs importants. Le Roi y affirme que cette industrie est d'une grande conséquence et qu'il faut prévoir l'avenir.

Revenu en Suède depuis quelques années, il y enseigne à l'université d'Upsal et il continue ses recherches avec une fidélité admirable. En 1758 il donnait une édition définitive — la dixième — de son SYSTEMA NATURAE.

Linné, dans cet ouvrage, précise les lignes fondamentales de tout son système. Il suggère qu'on classe tous les êtres vivants en "genre" et en "espèce", en tenant compte des particularités qui rattachent les êtres les uns aux autres surtout dans leur comportement physio-biologique. Il suggère du même coup qu'on nomme désormais les êtres en accolant l'un à l'autre le nom du genre et celui de l'espèce auxquels ils appartiennent.

En 1753, il y a dix ans, Linné appliquait son système en publiant une classification des plantes sous le titre de SPECIES PLANTARUM. Il y écrivait sept mille trois cents espèces végétales.

Le système de Linné, bien qu'attaqué par certains savants, fait aujourd'hui autorité dans tous les milieux scientifiques. On en considère l'auteur comme le plus grand botaniste du monde et c'est avec respect que LE BORÉAL EXPRESS profite de cette occasion pour rendre hommage au savant qui nous aide à connaître et à aimer cette terre que nous habitons.

"C'est notre bon plaisir qu'aucune partie des terres sur lesquelles les dites forges ont été exploitées, ou d'où a été tiré le minerai employé dans ces forges, ou qui sembleraient nécessaires et commodas pour l'établissement, soit pour avoir un libre accès au fleuve, soit pour produire l'approvisionnement nécessaire de bois, de grain et de foin, ou pour pacager du bétail, ne soit concédé à aucun particulier."

Et aussi, c'est notre bon plaisir, qu'aucun grand territoire que possible, contigu aux dites forges, ou les entourant, en sus de ce qui peut être nécessaire aux fins susdites, soit réservé à notre usage, pour être aliéné de la manière que nous indiquerons ou prescrirons plus tard."



A la manière indienne

Pratiquez la pêche à la torche

(d'après M. Ruthford) — Les Indiens de la région des Grands Lacs pratiquent depuis longtemps un genre de pêche qui s'avère fructueux; lorsque la nuit est tombée, les équipes composées d'un homme et d'un garçon partent. Les canots portent à l'avant, attachée à une longue perche, une torche allumée.

L'homme repère le poisson attiré par la lumière et donne au garçon les ordres pour bien diriger le canot. L'Indien lance ensuite un garçon qui manœuvre rarement sa cible. De cette façon, en moins de deux heures, lorsque le poisson abonde, on remplit le canot de barbotins, de perches ou de brochets.

Le spectacle est vraiment enchanteur de voir une cinquantaine de canots glisser doucement sur le lac endormi. Seule la flamme mouvante indique les déplacements.

LA PERDRIX SERAIT EN VOIE DE DISPARITION

Québec — Les autorités gouvernementales se sont vues dans l'obligation d'émettre des ordonnances au sujet de la chasse à la perdrix. Actuellement, il existe une réglementation assez sévère sur ce sujet.

Les chasseurs, en fins connaisseurs, profitent du moment des accouplements pour s'en prendre au gibier. Car, à cette époque du printemps, ils pouvaient facilement repérer les volatiles qui se font connaître par leurs battements d'ailes.

L'année dernière, les gouverneurs de Montréal et des Trois-Rivières ont fait défense formelle à qui que ce soit de tuer, faire tuer, vendre ou acheter des perdrix de la mi-mars à la mi-juillet, pour la ré-

gion de Montréal, et du 1er avril au 1er août pour celle des Trois-Rivières.

Il est aussi défendu de prendre les perdrix à la tonnelle ou au collet, et même de détruire les œufs. Ces limitations s'ajoutent encore à celles qui existaient précédemment, vu que le nombre de fusils était limité et qu'une permission des capitaines de milice était nécessaire pour en avoir un chez soi.

Bureau de douane établi à Montréal

Montréal — Par suite d'une ordonnance de Sa Majesté, la ville de Montréal a été dotée d'un bureau de douane pour l'imposition de droits d'entrée et de sortie du gouvernement dudit Montréal. Tous les navires qui viennent d'Europe, des îles d'Amérique, des colonies voisines et même des gouvernements de Québec et des Trois-Rivières, sont obligés d'aborder au port de Montréal, s'ils ont à passer par ce gouvernement. On doit y faire une déclaration complète du contenu du navire, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'arrivée.

Même les articles chargés au compte du capitaine ou des officiers doivent être déclarés. De plus, les membres de l'équipage ne peuvent vendre quelques marchandises que ce soit, avant les déclarations imposées.

Les marchandises non déclarées sont sujettes à confiscation et les responsables du navire peuvent alors être condamnés à une amende de cinquante piastres.

Ce contrôle exercé sur le va-et-vient des marchandises permet aux autorités gouvernementales de mieux surveiller le commerce.

LA MALBAIE devient MURRAY-BAY

Québec — L'ancienne seigneurie de La Malbaie, qui était devenue propriété royale en 1724 par suite de la vente de cette concession au roi par les abbés Thierry Hozier et Hozier Delorme, vient à nouveau d'être concédée. En effet, le gouverneur Murray, par un acte en date du 27 avril de l'année dernière, mettait John Nairn, capitaine du 78e Régiment d'infanterie de Sa Majesté, en possession d'un territoire allant du Cap-au-Oies, limite de la paroisse des Eboulements, à la rive sud de la rivière Malbaie, pour une profondeur de trois lieues. A la demande expresse du nouveau propriétaire, la seigneurie porte le nom de Murray-Bay. Nairn a ainsi voulu rendre hommage au gouverneur du pays.

Le lieutenant d'infanterie Malcolm Fraser s'est vu concéder le territoire situé de l'autre côté de la rivière La Malbaie. La nouvelle seigneurie, qui s'étend sur trois lieues de profond jusqu'à la rivière Noire, porte le nom de Mount-Murray.

Parmi les obligations des nouveaux seigneurs, il y a celle de payer à Sa Majesté une pièce d'or de la valeur de 10 shillings à chaque changement de propriétaire. Ils devront aussi débours, pour la même circonstance, une somme équivalente à une année de rente.

LES JUIFS COMMENCENT À S'AFFIRMER AU PAYS

L'invasion du Canada par les troupes anglaises a permis aux Juifs de pénétrer un territoire qui leur était auparavant interdit.

Depuis trois ans, quelques uns se sont signalés par leurs activités commerciales dans les Pays d'En-Haut : Chapman Abrahams, Benjamin Lyons, Isaac et Gershom Levy, Ezékiel et Levy Solomons, Joseph Simon, Myer Myers, Solomon Levy, Sampson Simpson, Levy Andrew Levy et Isaac Moses. Dans la région de Québec, les premiers Juifs sont arrivés avec les troupes, agissant comme fournisseurs occasionnels. C'est le cas d'Aaron Hart, Samuel Jacobs et Eleazar Levy.



AARON HART
maître de poste
aux Trois-Rivières

BUREAU DE POSTE AUX TROIS-RIVIÈRES



"COMME PAR ACTE DU PARLEMENT PASSÉ DANS LA NEUVIÈME ANNÉE DU RÉGIME DE LA REINE ANNE, UN BUREAU GÉNÉRAL DE POSTE A ÉTÉ ÉTABLI POUR LES PAIS APPARTENANT À L'EMPIRE BRITANNIQUE & LE SURINTENDANT DU DIT BUREAU AYANT JUGÉ À PROPOS POUR LE BIEN GÉNÉRAL DU COMMERCE, & PLUS PARTICULIÈREMENT POUR CELUI DE CETTE PROVINCE, D'ÉTABLIR UN BUREAU DE POSTE À QUÉBEC, & DE COMMETTRE LE SR FINLAY POUR LE RÉGIR, CONFORMÉMENT À LA TENUEUR DU D. ACTE, LEQUEL A OUVERT UN BUREAU DE POSTE DANS LA VILLE DES TROIS RIVIÈRES, EN LA MAISON DU SR HART, MAR-CHAND."

DONNÉ AUX 3 RIVIÈRES,
CE 23 AOÛT 1763.

(Signé) R. BURTON.

(Communiqué)

PETITES ANNONCES

● JURÉS ARPENTEURS

MM. Paul Jourdain LaBrosse et Amable Gibeault désirent faire savoir à la noble population du gouvernement de Montréal qu'ils ont été nommés, par Son Excellence Thomas Gage, JURÉS ARPENTEURS. Toutes les personnes qui désirent faire borner ou arpenter leurs terres feront appel à leurs services.

● ÉTALON DE MESURE

Tous les marchands en gros ou en détail de marchandises sèches voudront bien prendre note qu'il n'y a qu'une seule mesure de longueur autorisée dans ce gouvernement; la verge d'Angleterre. Les négociants et marchands doivent donc faire étalonner leur verge sur celle qui se trouve chez le major de la place.

● PRIX MAXIMUM DU PAIN ET DE LA VIANDE

	Montréal	Les Trois-Rivières
Pain blanc du poids de quatre livres:	dix coppers	sept sols
Pain blanc du poids de six livres:	douze coppers	neuf sols

Le bœuf, prix la livre :

— du 15 novembre au 1er avril: trois sols, six deniers
— du 1er avril au 24 juin: quatre sols, six deniers.

ENCAN — ENCAN — ENCAN

N
C
A
N
—
E
N
C
A
N

HABITANTS DU GOUVERNEMENT
DES TROIS-RIVIÈRES

POUR TOUTES VENTES
PAR ENCAN

FAITES APPEL AUX SERVICES DU
DIRECTEUR JURÉ DES ENCANS

William McCracken
(remplaçant de Joseph Howard)